

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

L'instrumentalisation de l'action humanitaire : conséquences et enjeux – Le cas du régime Assad en Syrie.

Auteur : Amjad Alabdullah

Promoteur : Prof. Mohamad Amin Alomar

Lecteur :

Année académique 2024-2025

Master de spécialisation en action humanitaire internationale

Table de matières

Table de matières.....	1
Introduction :	3
Chapitre 1 : Comprendre l'instrumentalisation de l'aide humanitaire.....	5
A. Une pratique ancienne, devenue centrale.....	5
B. Une aide « neutre » dans un monde qui ne l'est pas	5
C. Les formes d'instrumentalisation de l'aide humanitaire	6
1. L'instrumentalisation politique	6
2. L'instrumentalisation militaire	6
3. L'instrumentalisation économique	7
4. Autres types de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire (médiatique et symbolique de l'aide humanitaire).....	7
D. Les acteurs de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire.....	8
1. Les États.....	8
2. Les groupes non étatiques	9
3. Les agences humanitaires	9
4. D'autres acteurs	9
E. Les conséquences de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire	11
1. Une neutralité qui s'effondre.....	11
2. Des populations volontairement abandonnées	11
3. L'aide devient un business.....	12
4. Les humanitaires deviennent des cibles	12
5. Le système humanitaire s'essouffle	13
Chapitre 2 : Étude de cas – La Syrie (Instrumentalisation de l'action humanitaire par le régime syrien)	13
A. L'action humanitaire internationale en Syrie (2011–2016) : Entre urgence, impasse et trahison	13
1. Les débuts de la révolte : entre illusion de paix et brutalité répressive (2011–2012) .	13
2. 2013–2014 : L'enfer syrien, les sièges, et l'entrée en guerre des puissances	15
2.1 Le siège comme politique d'État : la famine organisée	15
2.2 La montée de Daech : le trou noir de l'est syrien	15
2.3 Le rôle ambigu de la communauté internationale	16
3 2015–2016 : L'aide à bout de souffle, les Syriens seuls	17
4 Pourquoi la réponse a échoué : ce que la Syrie nous a révélé.....	19
a) La neutralité, un principe piégé	19
b) Une machine trop lente, trop lourde, trop lointaine.....	19
c) Quand l'aide devient une arme entre les mains des puissants	19

B.	L'action humanitaire en Syrie – côté gouvernemental	20
1.	Zones sous contrôle du gouvernement syrien.....	21
2.	Zones hors du contrôle du gouvernement syrien.....	22
C.	L'instrumentalisation structurelle de l'aide humanitaire en Syrie (2011–2016).....	23
1.	L'aide humanitaire comme arme de guerre : punir, affamer, déplacer	24
2.	L'instrumentalisation politique de l'aide humanitaire en Syrie	25
3.	L'aide comme outil de propagande : une guerre des récits	26
4.	Instrumentalisation économique de l'aide : quand l'humanitaire devient une industrie d'intérêt.....	27
D.	Les conséquences de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire : entre fragmentation sociale, déplacement forcé et effondrement de la confiance	28
1.	Fragmentation territoriale et communautaire : une géographie de la punition	28
2.	Déplacements forcés et changement démographique : une recomposition du pays par l'exil.....	28
3.	Une économie humanitaire sous contrôle et détournée	29
4.	ONG locales sous contrôle et répression de l'indépendance civile	29
5.	Perte de confiance et désillusion collective.....	30
	Conclusion « L'aide prise en otage : quand l'humanitaire devient un champ de bataille ».....	30
	Bibliographie	31
	Annexes	35

Introduction :

L'aide humanitaire, dans l'imaginaire collectif, c'est ce qu'on mobilise quand le chaos s'installe. Quand il ne reste plus rien. Quand les écoles se transforment en décombres, quand les familles dorment dehors sous les bombes, quand les hôpitaux manquent de tout, et que les plus vulnérables – enfants, personnes âgées, malades – paient le prix fort. Face à cette détresse, on attend une réponse : de l'eau, de la nourriture, des médicaments, un abri. Une main tendue, peu importe l'origine de la personne qui souffre. Parce que c'est ça, le principe de l'humanitaire : être là où la vie est en danger, sans discrimination, sans agenda.

C'est ce que l'on appelle l'instrumentalisation de l'aide humanitaire, qui se produit lorsque l'aide est manipulée pour servir des objectifs politiques, militaires, économiques ou démographiques. De nombreux cas d'instrumentalisation de l'aide humanitaire ont été étudiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce phénomène n'est pas nouveau, il est même ancien. On le retrouve dans de nombreux conflits depuis des décennies – du Biafra à la Bosnie, de la Somalie au Darfour, du Rwanda à la Syrie. Et chaque fois, les mêmes dynamiques se répètent : certains gouvernements conditionnent l'aide à la loyauté politique, certains groupes armés la volent ou la revendent, certaines puissances étrangères l'utilisent comme un outil d'influence géopolitique. Et au milieu de tout ça, des civils qui attendent une aide qui n'arrive pas – ou pire, qui arrive au mauvais endroit, entre les mauvaises mains.

Lorsqu'ils discutent de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire, les spécialistes font souvent référence à une déclaration de l'ancien secrétaire d'État américain Colin Powell, au début de la guerre en Afghanistan, dans laquelle il décrivait les organisations humanitaires comme un « multiplicateur de force » pour l'armée américaine. Cette déclaration a choqué la communauté humanitaire, car il s'agissait de la première déclaration publique selon laquelle l'aide humanitaire n'était plus neutre et était utilisée pour des intérêts militaires. Mais l'aide humanitaire est-elle vraiment neutre ? Les principes humanitaires tels que la neutralité, l'indépendance et l'impartialité sont-ils préservés lors des opérations d'aide humanitaire ?

Cette recherche pose donc une question clé : **Dans quelle mesure l'aide humanitaire est-elle instrumentalisée dans les conflits, et comment cela a-t-il été le cas en Syrie ?**

La crise syrienne est l'un des exemples les plus violents, les plus documentés, mais aussi les plus négligés de cette instrumentalisation à grande échelle. Dès les premières années du conflit, l'aide a été politisée. Le régime syrien a imposé des restrictions strictes sur l'accès humanitaire, conditionnant l'entrée des convois à une autorisation préalable, souvent refusée pour les zones contrôlées par l'opposition. Les ONG, quant à elles, ont été poussées à passer par Damas, sous la supervision des ministères, parfois au prix de leur neutralité. Pendant ce temps, dans les zones assiégées comme la Ghouta orientale, les populations ont été privées de tout.

Dans le contexte de la crise syrienne elle-même, nous associons souvent l'action humanitaire à une forme de protection contre les violations flagrantes des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité. Cependant, il est important de se demander dans quelle mesure l'action humanitaire n'a pas seulement été une réponse à la crise actuelle, mais a pu jouer un rôle dans la dynamique du conflit lui-même.

En outre, ce travail vise à examiner l'action humanitaire d'un point de vue différent, qui va au-delà de la réponse d'urgence aux besoins humanitaires dans les crises, en termes de principes de l'action humanitaire (en particulier la neutralité, l'impartialité et l'indépendance). Il s'agit plutôt d'une compréhension critique d'actions spécifiques qui révèlent les multiples dimensions de l'instrumentalisation de la situation de conflit en Syrie.

Mon approche repose à la fois sur des sources documentaires, des rapports d'organisations internationales, des résolutions onusiennes, mais aussi sur mon expérience personnelle. En effet, entre 2012 et 2016, j'ai travaillé dans un service gouvernemental syrien en lien direct avec la coordination de l'aide humanitaire. J'ai vu comment les décisions se prenaient, comment certaines régions étaient « oubliées » volontairement, comment les rapports étaient rédigés pour plaire aux bailleurs. Cette expérience m'a profondément marqué. Elle m'a aussi donné accès à une réalité que peu de gens connaissent de l'intérieur.

Ce travail s'articule en trois parties. La première présente une réflexion théorique sur l'instrumentalisation de l'aide : ses formes, ses acteurs, ses objectifs. La deuxième se concentre sur le cas syrien, avec un focus sur la période 2012–2016, en analysant des exemples concrets de détournement ou de blocage de l'aide. La troisième examine les conséquences de cette instrumentalisation, non seulement sur les populations civiles et les humanitaires, mais aussi sur l'ensemble du système d'aide, qui sort affaibli, parfois discrédité, de cette crise.

Ici on n'a pas la prétention d'offrir toutes les réponses. Mais on veut poser les bonnes questions et contribuer à une lecture critique de l'action humanitaire, à un moment où les conflits deviennent de plus en plus longs, complexes, et où l'humanitaire, parfois, sert malgré lui des logiques qui vont à l'encontre de ses propres valeurs.

Ce travail est particulièrement axé sur les changements que l'action humanitaire peut contribuer à apporter à la société syrienne. Ces changements incluent, par exemple, la famine causée par l'incapacité à fournir une aide humanitaire de base aux populations vulnérables dans les zones assiégées, ce qui entraîne des déplacements forcés. Ces situations (manque d'aide humanitaire de base et déplacements forcés) peuvent être considérées comme des crimes contre l'humanité selon les définitions du droit international humanitaire.

Statut de Rome, article 7 : Crimes contre l'humanité
Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après, lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile, et en connaissance de cette attaque :
a) meurtre ; b) extermination ; c) réduction en esclavage ; d) déportation ou transfert forcé de population ;
e) emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique, en violation des règles fondamentales du droit international.

Chapitre 1 : Comprendre l'instrumentalisation de l'aide humanitaire

A. Une pratique ancienne, devenue centrale

L'instrumentalisation de l'aide humanitaire n'est pas un phénomène récent. Elle ne date pas de la Syrie, ni même des conflits du XXI^e siècle. Ce que l'on observe aujourd'hui, ce n'est pas l'apparition d'un phénomène nouveau, mais plutôt l'intensification et la normalisation d'une logique ancienne. Antonio Donini, chercheur et ancien cadre de l'ONU, l'explique clairement dans son ouvrage *The Golden Fleece* : l'instrumentalisation est présente depuis toujours, mais elle est aujourd'hui plus systémique, plus assumée, plus institutionnalisée. Il affirme qu'« il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'humanitarisme ».

À chaque période, à chaque conflit, des acteurs ont utilisé l'aide à leur avantage : pour gagner en légitimité, pour punir un ennemi, pour manipuler une population. Pendant la guerre froide, les grandes puissances se livraient déjà une bataille idéologique et stratégique à travers l'aide. Les États-Unis finançaient massivement des ONG dans les pays alliés, tandis que l'URSS conditionnait ses livraisons à des accords politiques. À cette époque, l'humanitaire servait déjà des causes qui dépassaient largement le cadre de la solidarité.

Dans les années 1990, plusieurs cas ont ouvert les yeux de la communauté internationale. Au Rwanda, après le génocide, l'aide humanitaire a été détournée au profit des milices responsables des massacres, qui se sont repliées dans les camps à la frontière zaïroise. En Somalie, des chefs de guerre ont capturé l'aide pour l'utiliser comme levier politique ou économique. En Bosnie, l'accès humanitaire a été contrôlé selon des lignes ethniques. Tous ces exemples ont montré que l'aide peut, dans certains cas, aggraver le conflit au lieu de le soulager.

B. Une aide « neutre » dans un monde qui ne l'est pas

Les principes humanitaires — neutralité, indépendance, impartialité — sont le socle de l'action humanitaire. Ils sont censés protéger les humanitaires, garantir leur accès aux victimes, et leur permettre d'agir sans interférence. Mais ces principes, dans la pratique, sont extrêmement difficiles à maintenir, surtout dans les conflits prolongés, asymétriques, fragmentés.

Fiona Terry (2002) rappelle que l'instrumentalisation de l'aide est presque inévitable dans les guerres modernes. Pourquoi ? Parce que les humanitaires interviennent dans des contextes hautement politisés. Dès lors qu'ils dépendent de financements étatiques, qu'ils doivent négocier avec des groupes armés, ou qu'ils agissent dans un territoire contrôlé par une autorité partisane, leur marge de neutralité se réduit considérablement.

Le débat est ancien. Il oppose notamment deux grandes écoles de pensée :

- Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) défend une neutralité stricte, basée sur la discrétion, la négociation silencieuse et l'accès équitable à toutes les parties.
- Médecins Sans Frontières (MSF), en revanche, préfère dénoncer publiquement les violations graves des droits humains, quitte à mettre en danger son accès.

Dans les faits, la neutralité est rarement absolue. Les ONG doivent souvent faire des compromis. Pour accéder à une zone, il faut parfois fermer les yeux sur certains abus. Pour continuer à opérer, il faut accepter des conditions imposées par les autorités. Ces choix, bien que compréhensibles sur le plan opérationnel, participent à une forme d'instrumentalisation.

C. Les formes d'instrumentalisation de l'aide humanitaire

L'instrumentalisation de l'aide humanitaire ne suit pas une seule logique ; elle prend plusieurs formes, qui varient selon les objectifs politiques, militaires, économiques ou démographiques des acteurs du conflit. Ces formes sont bien connues et documentées depuis des décennies, et se retrouvent encore aujourd'hui dans le cas syrien.

1. L'instrumentalisation politique

L'aide humanitaire est censée être neutre, là pour aider les gens, peu importe leur origine, leur religion ou leur camp politique. Mais dans la réalité des conflits, elle devient souvent un outil entre les mains des puissants. Ce n'est plus seulement une histoire de soigner, nourrir ou protéger, c'est aussi une question de contrôle.

Dans certains pays en guerre, les gouvernements utilisent l'aide comme une arme douce. Ils la distribuent à leurs partisans, aux zones qui les soutiennent. Et ils la bloquent ailleurs, pour punir, pour affaiblir, pour faire plier des populations entières. Ils savent très bien que quand les gens ont faim ou qu'ils sont privés de soins, ils finissent par céder. Et pendant ce temps, ils montrent au monde qu'ils coopèrent avec les ONG, qu'ils sont les garants de l'ordre et de la stabilité. C'est une manière habile de se faire reconnaître comme l'interlocuteur officiel, même quand on commet des abus (Barnett, 2011).

Il y a aussi le jeu des apparences : des convois médiatisés, des visites encadrées, des discours sur la souveraineté nationale. L'humanitaire devient un décor, derrière le rideau, les ONG sont étroitement surveillées, parfois forcées de travailler main dans la main avec des autorités locales douteuses, ou avec des associations choisies par le pouvoir (Terry, 2002). Et celles qui refusent ? Elles sont expulsées ou bloquées.

Ce n'est pas qu'un problème local. Les États donateurs aussi y participent, parfois volontairement. Ils financent certaines crises et en ignorent d'autres, ils soutiennent l'aide à condition qu'elle serve leurs intérêts géopolitiques. C'est ce qu'on appelle "l'aide conditionnelle", et ça fausse complètement les principes humanitaires (Donini, 2012).

Et au milieu de tout ça, il y a les gens, ceux qui ont besoin d'aide. Ceux qui ne demandent rien d'autre qu'un peu de dignité. Et eux, ils sont pris au piège, si leur région est "du mauvais côté", ils peuvent attendre des mois sans rien. Pas parce qu'il n'y a pas de nourriture, pas parce que les médicaments n'existent pas. Mais parce qu'on a décidé qu'ils ne méritaient pas d'être aidés.

2. L'instrumentalisation militaire

L'aide humanitaire est là pour soulager la souffrance. Mais dans certaines guerres, elle devient une arme de plus. Pas une bombe, pas une balle, mais une stratégie. Un outil militaire déguisé en sac de riz ou en boîte de médicaments.

Lorsqu'une armée utilise l'aide pour gagner les "cœurs et les esprits", elle ne relève plus de l'humanitaire, mais entre dans une logique tactique, comme ce fut le cas en Afghanistan. Là-bas, l'armée américaine a carrément intégré l'aide humanitaire dans ses opérations. Elle offrait de la nourriture, des soins, de la reconstruction, mais toujours dans un objectif : obtenir le soutien des populations, et isoler les insurgés (Donini, 2012). Les soldats distribuaient l'aide

dans les villages, en uniforme, parfois accompagnés d'ONG. Et le message était clair : "L'aide vient de nous, de l'armée, si vous êtes avec nous, vous la recevrez."

Cette confusion entre humanitaire et militaire a eu un effet désastreux. Sur le terrain, les gens ne faisaient plus la différence entre une organisation neutre et une force étrangère. Les travailleurs humanitaires ont commencé à être vus comme des espions, comme des ennemis. Certains ont été enlevés, d'autres tués. Et des zones entières sont devenues inaccessibles pour les ONG, car elles étaient perçues comme complices (MSF, 2004).

Mais ce n'est pas qu'un problème de sécurité, c'est un problème de principe. En brouillant les rôles, on détruit la confiance. Et sans confiance, il n'y a plus d'accès. L'humanitaire devient alors une façade, il ne sert plus à protéger les civils, mais à servir des intérêts militaires. Et dans ce jeu-là, ce sont toujours les plus vulnérables qui paient le prix.

3. L'instrumentalisation économique

Dans certains contextes de guerre ou de crise prolongée, l'aide humanitaire n'échappe pas aux logiques de pouvoir, ni aux logiques d'argent. Ce qui devait être un appui de survie devient, parfois, une source de richesse pour certains. Ce qu'on envoie pour aider les plus vulnérables est parfois utilisé pour nourrir un système de guerre.

Il faut le dire clairement : dans plusieurs conflits récents l'aide a été détournée, pas juste quelques sacs de riz ou quelques médicaments perdus en route. Non, on parle ici de détournements organisés, structurés, de véritables stratégies économiques. Dans certaines régions, les biens humanitaires sont tout simplement revendus sur les marchés noirs. Ce qui est censé être gratuit devient un produit comme un autre (Terry, 2002).

Il y a aussi les fameux "droits de passage". Des taxes imposées par des groupes armés pour laisser passer les camions humanitaires. En Syrie et en Irak, l'État islamique avait mis en place ce système de manière systématique. Pas de paiement, pas d'accès. Et une partie de l'aide était parfois confisquée et redistribuée, pour renforcer leur contrôle sur la population. Dans ce cas, l'aide n'a rien d'humanitaire : elle devient une ressource de guerre, au même titre que les armes ou le pétrole (*S/RES/2368 (2017) | Security Council, n.d.*).

Mais ce phénomène n'est pas limité aux groupes armés. Dans certains contextes, ce sont même des autorités locales ou nationales qui profitent de ce détournement, en imposant des ONG locales douteuses, en fixant des frais de stockage, ou en exigeant des pourcentages. Ce qui, au final, réduit considérablement ce qui arrive réellement aux populations dans le besoin.

Le problème, c'est que tout le monde sait que ça existe, et souvent, on laisse faire, parce qu'il n'y a pas d'alternative. Parce que même une aide détournée à moitié, c'est parfois mieux que pas d'aide du tout. Mais cette logique est dangereuse. Car à long terme, elle alimente le conflit au lieu de le soulager. Elle renforce ceux qui bloquent, qui pillent, qui exploitent. Et elle trahit ceux qu'on voulait justement protéger.

4. Autres types de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire (médiatique et symbolique de l'aide humanitaire)

L'aide humanitaire, ce ne sont pas seulement des colis alimentaires ou des tentes montées à la hâte. Ce sont aussi des images, des récits, des messages, et parfois, c'est précisément là que les choses dérapent. Car dans certains contextes, l'aide n'est pas seulement utilisée pour sauver des vies — elle sert aussi à construire une image, à raconter une histoire utile à quelqu'un.

On a tous vu ces photos : des enfants affamés recevant un biscuit d'un travailleur humanitaire souriant, des convois de camions traversant des routes poussiéreuses, flanqués de logos bien

visibles. Ces scènes sont parfois sincères, mais elles peuvent aussi être mises en scène, soigneusement orchestrées pour convaincre une opinion publique, rassurer des bailleurs de fonds ou asseoir un pouvoir politique.

Certains gouvernements savent très bien s'en servir. Ils autorisent des livraisons d'aide dans une ville pendant quelques jours, juste le temps d'accueillir une équipe de presse étrangère. Les caméras tournent, les rapports sont publiés, le message passe : « Nous collaborons. Nous protégeons. Nous agissons. » Mais une fois les journalistes partis, les restrictions reprennent, et l'aide n'arrive plus. C'est une forme de manipulation, plus subtile que les blocus ou les taxes, mais tout aussi efficace (Donini, 2012).

Et il faut être honnête : certaines ONG aussi jouent le jeu, pas toujours volontairement, mais parfois par nécessité. Il faut montrer des résultats, il faut prouver qu'on agit, qu'on mérite les financements. Alors on simplifie, on communique, on choisit les histoires les plus fortes, les plus émouvantes. On réduit une guerre complexe à une campagne de dons. Cela peut invisibiliser des souffrances plus silencieuses, ou gommer les causes politiques d'une crise pour rester "neutre" (Slim, 2015).

Le pire, c'est que ces images ne sont pas seulement là pour informer. Elles influencent, elles façonnent la perception d'un conflit, elles créent des priorités artificielles. Certaines crises humanitaires sont médiatisées à outrance, d'autres sont complètement oubliées. Pas parce qu'elles sont moins graves, mais parce qu'elles sont moins "vendables". C'est ce qu'on a vu au Darfour, avec une couverture médiatique très marquée par une logique de "sauveurs" occidentaux face à une violence obscure, sans qu'on n'explique vraiment les racines du conflit (Mamdani, 2009).

L'aide humanitaire, quand elle devient image, court toujours le risque d'être récupérée. C'est un piège silencieux, mais réel. Et au bout du compte, ce sont encore une fois les plus vulnérables qui sont réduits à des figurants dans une narration qui ne leur appartient pas.

D. Les acteurs de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire

L'aide humanitaire ne se limite pas à des principes et des programmes : derrière, il y a des acteurs, avec leurs intérêts, leurs jeux de pouvoir, et leurs stratégies. On peut en identifier quatre grands groupes : les États, les groupes non étatiques, les organisations humanitaires, et enfin d'autres acteurs influents.

1. Les États

Les États sont souvent les plus puissants dans la manipulation de l'aide, ils l'utilisent pour servir leurs intérêts politiques, militaires, ou économiques. Par exemple, les États-Unis et leurs alliés ont soutenu les Khmers rouges pour freiner le Vietnam, tout en refusant d'accueillir des réfugiés cambodgiens en grand besoin. Dans les années 1980, les puissances occidentales ont aidé les moudjahidines afghans pour chasser les Soviétiques, jouant sur les flux de réfugiés vers le Pakistan et l'Iran comme un levier politique. Après le 11 septembre, plusieurs ONG dans des zones contrôlées par le Hamas ou en Somalie ont été visées et criminalisées. L'armée aussi se sert de l'aide dans des stratégies dites de « conquête des cœurs et des esprits » ou via des équipes de reconstruction en Afghanistan et dans la Corne de l'Afrique, mêlant aide humanitaire et objectifs militaires.

Parfois, l'aide est aussi un enjeu économique : en Somalie, par exemple, elle est manipulée ou bloquée pour contrôler des ressources. Les États où se déroule le conflit peuvent empêcher l'accès des humanitaires ou contrôler les ONG pour avancer leurs propres objectifs, souvent

en ciblant certaines ethnies ou régions, comme au Sri Lanka ou au Darfour. D'autres États jouent avec les populations réfugiées et les flux d'aide pour soutenir leurs alliés, faire tampon, ou défier leurs ennemis, comme en République démocratique du Congo ou en Afghanistan.

2. Les groupes non étatiques

Les groupes armés ou autres acteurs non étatiques cherchent à renforcer leur pouvoir, à gagner de l'argent, ou à contrôler les populations. Ils volent parfois l'aide, empêchent certains groupes d'en bénéficier, ou attaquent les humanitaires.

Les communautés locales, elles aussi, peuvent jouer avec l'aide pour s'en sortir ou pour leurs intérêts personnels : elles peuvent exagérer leurs besoins, détourner des ressources, ou exclure certains de l'aide.

3. Les agences humanitaires

Même les agences humanitaires ne sont pas parfaites. Certaines peuvent privilégier des objectifs politiques, garder de bonnes relations avec les autorités, ou chercher à assurer leur financement, quitte à mettre de côté les principes humanitaires. Parfois, elles adaptent leurs interventions pour rester sur le terrain, en mettant de côté la neutralité ou les enjeux de protection.

Certaines ONG exagèrent les besoins, minimisent les risques ou ferment les yeux sur des abus pour garder leurs bailleurs et continuer leur travail, comme on l'a vu dans des endroits comme Goma, l'Irak ou l'Afghanistan.

Les ONG de plaidoyer utilisent aussi les données humanitaires pour leurs campagnes, dénoncer des responsables ou répondre à la pression médiatique, comme la coalition Save Darfur face aux Talibans.

4. D'autres acteurs

Derrière l'appareil humanitaire institutionnel, il existe un second cercle d'acteurs qui, sans être toujours au cœur de l'opérationnel, pèsent sur les récits, les priorités, les imaginaires. Certains, par conviction, d'autres par stratégie.

Il y a d'abord ces personnalités publiques – écrivains, médecins, anciens ministres ou diplomates – qui se sont emparés de l'humanitaire comme d'un espace d'expression. Lord Byron, en rejoignant les insurgés grecs au XIXe siècle, ne faisait pas que combattre un empire : il construisait un mythe. Plus tard, Bernard Kouchner, en brandissant son sac de riz au Biafra, a contribué à imposer l'idée d'un droit d'ingérence. Leur engagement est réel, parfois sincère, mais il est aussi lié à une époque, à une posture. L'humanitaire devient, pour eux, un terrain d'incarnation morale, voire un prolongement de leur image publique. Cela ne veut pas dire que leur action est illégitime — mais elle n'est jamais neutre.

Les médias, eux aussi, façonnent l'agenda humanitaire. Ce qu'on voit, ce qu'on montre, ce qu'on répète. Certaines crises sont oubliées en quelques heures, d'autres monopolisent les chaînes d'info. On se souvient de l'obsession soudaine pour le Darfour dans les années 2000, ou de l'attention massive portée aux Talibans en 2021. Mais pendant ce temps, d'autres conflits s'enlissent dans le silence – la Centrafrique, le Soudan du Sud, ou encore le Yémen. Le choix

n'est pas toujours cynique ; il est aussi culturel, éditorial, parfois simplement logistique. Mais il oriente, inévitablement, les ressources, les mobilisations et les priorités.

Dans certains contextes, les groupes religieux deviennent aussi des acteurs clés. Pas seulement pour aider — parfois pour entraver. Au Sri Lanka, par exemple, des religieux bouddhistes ultranationalistes ont accusé les ONG d'alimenter les divisions communautaires. Ailleurs, des mouvements jihadistes qualifient les humanitaires d'espions ou d'agents occidentaux. Leur message circule vite, se répand dans des communautés marquées par la méfiance. Et il faut reconnaître que certaines interventions maladroites, certains partenariats douteux ont nourri ce rejet.

Le secteur privé, quant à lui, joue un rôle souvent sous-estimé. Les crises humanitaires génèrent une économie parallèle : logistique, sous-traitance, sécurité, communication. Des sociétés privées empochent des millions, parfois sans contrôle, au nom de l'urgence. Ce phénomène, documenté notamment en Haïti ou en Irak, transforme l'aide en marché, et les besoins des populations en ligne budgétaire.

Enfin, les partis politiques, locaux ou nationaux, s'emparent eux aussi de l'humanitaire, pour leur propre stratégie. Dans certains cas, ils s'en servent pour détourner l'attention d'un scandale, comme ce fut le cas à Kaboul ou à Port-au-Prince. Dans d'autres, ils dénoncent les ONG pour alimenter un récit souverainiste ou identitaire. Les accusations de néocolonialisme, de prosélytisme ou d'ingérence sont alors instrumentalisées pour rallier une base électorale.

Loin d'un monde idéalisé, le champ humanitaire est donc traversé par des influences multiples, parfois contradictoires. Il n'est pas un sanctuaire. Il est un carrefour : entre intérêts, convictions, récits. Et pour qu'il garde sa pertinence, il faut avoir le courage de regarder aussi ceux qui l'utilisent, l'instrumentalisent ou le déforment — sans naïveté, mais sans cynisme non plus.

Acteurs	Objectifs principaux	Modes d'instrumentalisation	Exemples / Contextes
États	Géopolitiques, militaires, économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Manipulation de l'aide pour influence stratégique - Soutien ou blocage de zones - Intégration de l'aide à stratégies militaires - Contrôle des ONG et accès humanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien aux Khmers rouges (Cambodge) - Aide aux moudjahidines (Afghanistan) - Blocage au Sri Lanka, Darfour - PRTs en Afghanistan - Exploitation des réfugiés (RDC, Afghanistan)
Groupes non étatiques	Légitimité politique, profit économique, contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Détournement d'aide - Refus d'accès à factions rivales - Attaques contre humanitaires - Manipulation locale des ressources et besoins 	<ul style="list-style-type: none"> - Groupes armés syriens - Communautés locales en zones de conflit
Agences humanitaires	Maintien d'accès, financement, relations politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Priorisation d'agendas politiques - Exagération des besoins - Silence sur abus 	<ul style="list-style-type: none"> - ONG à Goma, Irak, Afghanistan - Coalition Save Darfur

		- Alignement sur missions intégrées - Usage des données pour plaider	
Autres acteurs	Promotion personnelle, influence idéologique	- Usage de l'humanitaire comme tribune - Sensationalisme médiatique - Opposition religieuse - Détournement par privé et partis politiques	- Lord Byron, Bernard Kouchner - Médias et couverture Darfour - Religieux bouddhistes au Sri Lanka - Partis politiques en Afghanistan, Soma

Cartographie des acteurs et formes d'instrumentalisation de l'aide humanitaire (Lynne Rienner Publishers | *the Golden Fleece Manipulation and Independence in Humanitarian Action*, n.d.)

E. Les conséquences de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire

Quand l'aide humanitaire devient un outil entre les mains des puissants, elle perd sa raison d'être. À la base, elle est censée soigner, soulager, nourrir, protéger. Elle existe pour répondre à des besoins humains fondamentaux, en dehors des logiques politiques ou militaires. Mais sur le terrain, ce n'est pas ce qu'on voit. Quand l'aide est utilisée pour punir, pour manipuler ou pour asseoir une domination, elle ne soigne plus, elle blesse autrement. Et les conséquences sont réelles, profondes, et souvent irréversibles.

1. Une neutralité qui s'effondre

La neutralité est le cœur de l'action humanitaire. Sans elle, plus de confiance, plus d'accès, plus de protection. Mais aujourd'hui, dans de nombreux conflits, cette neutralité est mise en doute. Et parfois, elle est carrément brisée.

Les ONG, qui devraient être vues comme des acteurs indépendants, sont perçues – à tort ou à raison – comme des outils au service d'agendas politiques. En Syrie, plusieurs organisations ont été accusées de travailler pour des gouvernements occidentaux. Même sans preuve, la simple suspicion suffit à bloquer leur action. Des équipes entières ont été expulsées, d'autres interdites d'accès à certaines zones (*Closure of Mercy Corps' Humanitarian Aid Operations in Damascus - Syrian Arab Republic*, 2014).

Et c'est une spirale : plus on doute de la neutralité des humanitaires, plus ils doivent négocier pour pouvoir continuer leur travail. Négocier avec des milices, avec des régimes autoritaires, avec ceux-là mêmes qui affament les populations. Résultat : les principes humanitaires s'effritent, et les humanitaires perdent leur crédibilité.

2. Des populations volontairement abandonnées

Ce n'est pas le manque de moyens qui empêche l'aide d'arriver, c'est la volonté politique de la bloquer. L'exclusion devient une arme. Certains groupes, certaines villes, certaines ethnies sont délibérément privées d'aide, non pas parce qu'on ne peut pas les atteindre, mais parce qu'on ne veut pas les aider.

Le siège de la Ghouta orientale est l'un des exemples les plus choquants. Pendant des années, l'aide a été bloquée, les convois empêchés, les civils affamés. Les enfants mouraient de malnutrition à quelques kilomètres d'entrepôts pleins. Cette famine n'était pas accidentelle,

elle était planifiée, assumée. C'était une tactique de guerre (*Besieged Areas and Communities in Syria*, n.d.).

Et la Ghouta n'est pas un cas isolé. D'autres régions en Syrie, comme Madaya ou Yarmouk, ont connu le même sort. L'aide devient une récompense pour les zones loyales, et une punition pour les autres. Elle cesse d'être humanitaire : elle devient politique.

3. L'aide devient un business

Là où il y a de l'aide, il y a aussi de l'argent, du pouvoir, des intérêts. Et dans les zones de guerre, ces intérêts prennent souvent le dessus. L'aide humanitaire, censée sauver des vies, est revendue, taxée, détournée. Elle devient une marchandise comme une autre. Pire encore : elle devient une ressource de guerre.

En Syrie, en Somalie, au Soudan, on a vu des groupes armés prendre le contrôle des convois, imposer des « droits de passage », revendre les rations alimentaires sur les marchés parallèles. L'aide devient une économie parallèle, un moyen de financement pour ceux qui détiennent les armes (Terry, 2002). Ce n'est plus un geste de solidarité, c'est une source de profit, et parfois, les humanitaires, même malgré eux, deviennent des rouages de ce système.

4. Les humanitaires deviennent des cibles

Quand un humanitaire est vu comme un ennemi, il n'est plus protégé, il est visé. On le soupçonne d'espionner, de trahir, de représenter une puissance étrangère. Il devient vulnérable, et souvent seul.

Dans plusieurs pays, les travailleurs humanitaires sont attaqués, enlevés, assassinés. Pas parce qu'ils ont fait une erreur, mais simplement à cause de ce qu'ils représentent. Leur présence dérange, elle remet en question les équilibres de la guerre. Et parfois, elle menace les intérêts de ceux qui profitent du chaos (*In The Shadow of Just Wars* | MSF, n.d.).

Cette réalité rend le travail humanitaire d'autant plus éprouvant. Pour beaucoup, le poids de la peur, de la suspicion constante, des menaces voilées ou explicites devient trop lourd. Certains humanitaires, pourtant engagés et profondément attachés à leur mission, n'ont d'autre choix que de quitter le terrain, la mort dans l'âme, avec le sentiment d'abandonner ceux qu'ils étaient venus aider. D'autres choisissent de rester, mais au prix d'un quotidien sous tension permanente : déplacements limités, hébergements sécurisés, communications cryptées, pression psychologique continue. Ils travaillent dans l'incertitude, dans l'attente d'un incident, toujours en équilibre fragile entre devoir et danger.

Dans le nord-est du Nigéria, par exemple, l'ONG Médecins Sans Frontières a dû suspendre ses activités à plusieurs reprises après des attaques contre ses centres de santé par des groupes armés (*MSF Suspend Ses Activités Médicales À Rann*, 2018). Cette tension affecte aussi l'organisation logistique des opérations : de nombreuses zones deviennent inaccessibles, non pas à cause du manque de ressources ou de volonté, mais parce que les conditions de sécurité ne permettent plus d'y aller. En Afghanistan, après la montée des Talibans, plusieurs ONG ont réduit leurs activités, redoutant les représailles contre leurs employés, notamment les femmes.

Et ce retrait, bien que souvent contraint, laisse les populations civiles livrées à elles-mêmes, dans un vide que viennent parfois combler des groupes armés, des mafias locales, ou des réseaux religieux radicaux, instrumentalisant à leur tour l'aide pour renforcer leur pouvoir.

5. Le système humanitaire s'essouffle

Face à tout cela, le système humanitaire vacille. Les ONG doivent faire des compromis pour survivre. Certaines choisissent de ne pas parler des abus, d'ignorer certaines réalités, de collaborer avec des acteurs douteux. Pas par lâcheté, mais pour pouvoir rester là, pour continuer à aider malgré tout.

Mais à force, les principes s'effacent « Neutralité, indépendance, impartialité » deviennent des slogans plus que des pratiques. Et les populations le sentent, elles ne font plus confiance, elles doutent. Et quand la confiance est perdue, elle est très difficile à reconstruire.

Ce que l'on observe, c'est une forme de crise morale de l'humanitaire. Le système est à bout de souffle, il continue à fonctionner, mais avec de plus en plus de contradictions. Et si rien ne change, il risque de s'effondrer.

Comme le dit Antonio Donini : « Il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'humanitaire ». Mais il y a peut-être aujourd'hui un besoin urgent de repenser l'humanitaire, de le protéger contre les logiques de guerre et de pouvoir qui le déforment.

Chapitre 2 : Étude de cas – La Syrie (Instrumentalisation de l'action humanitaire par le régime syrien)

A. L'action humanitaire internationale en Syrie (2011–2016) : Entre urgence, impasse et trahison

1. Les débuts de la révolte : entre illusion de paix et brutalité répressive (2011–2012)

Le printemps 2011 aurait pu être une saison d'espoir pour la Syrie. Dans le sillage des soulèvements en Tunisie, en Égypte et ailleurs dans le monde arabe, des milliers de Syriens ont osé croire qu'un changement pacifique était possible. À Daraa, une ville du sud longtemps marginalisée par le pouvoir central, tout a commencé avec un graffiti : **“Ton tour viendra, docteur.”** Un simple slogan, écrit par des adolescents, en référence au président Bachar al-Assad. Un geste d'insolence juvénile, inspiré par les révoltes en cours à Tunis et au Caire. Mais pour le régime, c'était un affront. Les jeunes ont été arrêtés, torturés, certains mutilés. Ce fut l'étincelle.

Les premières manifestations réclamaient des choses simples : la fin de la corruption, des libertés publiques, un peu plus de justice et de dignité. La réponse de l'État fut immédiate : violence, humiliation, punition collective.

Des vidéos filmées avec des téléphones portables montraient des manifestants pacifiques se faisant tirer dessus à balles réelles. Des hôpitaux devenaient des lieux de danger, car y être soigné était suspect. Des médecins furent arrêtés, accusés d'avoir soigné des "terroristes". Certaines villes comme Homs, Deraa ou Idleb furent privées d'eau et d'électricité pendant des semaines.

➤ **L'exode intérieur : les déplacés de l'ombre**

Très rapidement, des centaines de milliers de Syriens fuirent leur domicile. Non pas vers l'étranger, mais à l'intérieur du pays, cherchant refuge dans les écoles, les mosquées, ou simplement sous des oliviers. En 2012, on comptait déjà plus de 500 000 déplacés internes, un chiffre qui allait doubler l'année suivante (UNHCR, 2013).

Et pourtant, l'aide internationale ne suit pas, l'ONU et les grandes ONG sont paralysées. Les diplomates hésitent, les humanitaires sont bloqués aux frontières. La plupart des ONG sont basées à Beyrouth ou à Amman, observant de loin, tentant de négocier l'accès. Mais dans les campagnes syriennes, les gens survivent seuls, ou grâce à quelques réseaux informels.

➤ **L'extrême contrôle de l'humanitaire : une aide sous surveillance**

En 2011–2012, seule la branche syrienne du Croissant-Rouge (SARC), avec l'appui du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), avait l'autorisation de travailler sur le terrain. Mais cette aide, bien que précieuse, était étroitement surveillée. Chaque déplacement, chaque cargaison, devait être validé par les autorités. Aucune neutralité réelle n'était possible.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, déjà 60 % des structures de santé étaient endommagées ou détruites fin 2012. Les stocks de médicaments s'épuisaient, l'accès à la nourriture commençait à devenir critique dans certaines régions. Et pourtant, aucun mécanisme d'urgence international n'était activé, faute d'accord politique.

➤ **L'humanitaire absent, la société civile vacillante**

Alors que la Syrie s'enfonçait dans le chaos, les acteurs internationaux restaient tétanisés. Les discussions au Conseil de sécurité n'aboutissaient à rien, personne ne voulait d'une nouvelle "intervention". La Syrie devenait un cauchemar diplomatique.

Les ONG locales, elles, n'étaient pas prêtes à affronter une crise d'une telle ampleur. Certaines commençaient à émerger, mais sans soutien, sans expérience, sans protection. La société civile syrienne se structurait dans l'urgence, sans visibilité.

Ce fut une période d'isolement total, les Syriens criaient dans le désert médiatique et diplomatique. La révolution pacifique se transformait peu à peu en guerre civile, et la communauté internationale regardait ailleurs.

2. 2013–2014 : L'enfer syrien, les sièges, et l'entrée en guerre des puissances

2.1 Le siège comme politique d'État : la famine organisée

Entre 2013 et 2014, la guerre en Syrie prend une nouvelle tournure. Les bombardements ne suffisent plus, le régime syrien met alors en place une tactique implacable : encercler les zones rebelles, affamer les populations, et les pousser à la reddition. Le siège devient une stratégie officielle.

Des villes comme Madaya, Mouadamiya, ou la Ghouta orientale sont transformées en prisons à ciel ouvert. Rien ne sort, rien ne rentre. Les check-points interdisent la nourriture, les médicaments, les ambulances. La famine, littéralement, devient une arme. À Madaya, les habitants mangent de l'herbe, des feuilles d'arbres, parfois même des chats (amnesty.be, 2016).

Des photos d'enfants squelettiques, les yeux vides, ont fait le tour du monde. Mais elles n'ont pas suffi à faire bouger les lignes. Le régime n'autorisait que les convois validés à Damas, et encore : seulement avec des produits filtrés. Tout ce qui pouvait servir dans un hôpital de campagne — anesthésiques, kits chirurgicaux, même des ciseaux — était systématiquement confisqué.

Dans ces zones, les médecins improvisent des blocs opératoires dans des caves. Ils opèrent sans électricité, sans anesthésie, parfois avec un simple téléphone portable comme lampe. L'ONG Médecins Sans Frontières, interdite de travailler en Syrie, doit organiser des réseaux informels via des groupes locaux. Certains de leurs collaborateurs sont arrêtés, d'autres disparaissent (*Syrie : "on a Créé Un Réseau Médical Parce Que Le Système De Soins Était Détruit,"* 2015).

2.2 La montée de Daech : le trou noir de l'est syrien

Alors que le régime encercle l'ouest, un autre danger émerge dans l'est. En 2014, Daech (l'État islamique) s'impose brutalement à Raqqa, puis à Deir ez-Zor, et transforme ces régions en zones interdites pour l'humanitaire.

Les travailleurs humanitaires sont vus comme des espions, des "croisés". Plusieurs sont enlevés, certains décapités publiquement, comme les journalistes James Foley et Steven Sotloff, ou l'humanitaire britannique David Haines. La peur s'installe. Plus aucune ONG internationale ne peut accéder à ces territoires ("*Syria: Journalist's Execution a War Crime,*" 2020).

Dans les zones sous contrôle de Daech, les hôpitaux sont désertés, les médecins locaux fuient ou sont exécutés, les femmes sont interdites de soins si elles ne sont pas accompagnées d'un homme. Raqqa devient un "trou noir humanitaire" : aucune présence internationale, aucun accès, aucun témoin.

Face à l'impossibilité d'intervention directe, l'ONU tente des largages aériens de nourriture à Deir ez-Zor, ville assiégée à la fois par Daech et les forces gouvernementales. Mais ces opérations restent symboliques, mal ciblées, risquées, et insuffisantes (UNOCHA, 2016). Des colis se perdent, tombent entre les mains de milices, ou s'écrasent sur les habitations.

Dans cette configuration, le peuple syrien était pris en étau entre deux logiques totalitaires : l'une s'habillant de nationalisme, l'autre de religion, mais toutes deux rejetant la neutralité, la dignité humaine et l'accès aux soins.

2.3 Le rôle ambigu de la communauté internationale

L'ONU : paralysée, piégée

Au début du conflit, beaucoup espéraient que l'ONU jouerait un rôle central pour protéger les civils syriens et garantir l'accès humanitaire. Mais très vite, l'organisation s'est retrouvée prisonnière de ses propres règles, de ses équilibres diplomatiques et des calculs des grandes puissances.

Le Conseil de sécurité a certes adopté des résolutions clés. La résolution 2139, votée en février 2014, exigeait un accès humanitaire sans entraves à toutes les zones de Syrie (UNSC, 2014a). Sur le papier, c'était une avancée majeure. Mais dans la réalité, elle a été systématiquement ignorée. Les convois humanitaires continuaient d'attendre des semaines, voire des mois, aux points de contrôle, certains n'ont jamais atteint leur destination.

Quelques mois plus tard, la résolution 2165 (juillet 2014) a marqué un tournant. Pour la première fois, l'ONU s'autorisait à livrer l'aide sans l'accord du régime, en passant directement par les frontières, notamment avec la Turquie, la Jordanie et l'Irak (UNSC, 2014b). Ce mécanisme dit "transfrontalier" (cross-border) devait sauver des millions de vies. Mais dans les faits, les blocages continuaient : autorisations retardées, inspections arbitraires, refus logistiques, et attaques ciblées contre les entrepôts humanitaires.

Pourquoi ces échecs ? Parce que l'ONU fonctionne selon un principe de consensus entre les grandes puissances. Or, la Russie et la Chine ont mis leur veto à toutes les résolutions condamnant les crimes du régime. Moscou, allié stratégique de Damas, a empêché toute tentative de sanctions ou d'enquête internationale. Pékin, fidèle à sa doctrine de non-ingérence, s'est alignée à chaque vote. Résultat : une ONU paralysée.

Dans ce climat, les agences onusiennes qui travaillaient à Damas ont dû négocier leur présence en silence. Pas de critiques publiques, pas de dénonciation des violations du droit international humanitaire.

Le choix était simple : « se taire, ou partir. » Des agences de l'ONU comme l'OCHA ou le PAM ont souvent été critiquées pour avoir accepté les conditions du régime syrien en échange d'un accès partiel. Cela signifiait retirer les fournitures médicales essentielles des convois (comme des anesthésiques ou du matériel chirurgical), éviter certaines zones assiégées jugées « non autorisées », et collaborer exclusivement avec le Croissant-Rouge arabe syrien, lui-même sous contrôle des services de sécurité.

Certaines ONG comme Médecins Sans Frontières ont refusé de se soumettre à ce système et ont choisi de travailler de manière indépendante via les frontières, ou se sont retirées des zones gouvernementales, dénonçant un système qui les rendait complices d'un blocus humanitaire (MSF, 2016).

Les puissances internationales : des intérêts divergents

Pendant que les Syriens mouraient sous les bombes ou de faim dans les villes assiégées, les puissances étrangères poursuivaient leurs propres agendas.

- Les États-Unis, traumatisés par l’Irak, ont refusé toute intervention directe contre le régime syrien. Leur priorité est devenue la lutte contre Daech, surtout à partir de 2014. Ils ont financé certains groupes rebelles dits “modérés”, mais sans stratégie cohérente. Beaucoup de ces groupes ont été écrasés ou absorbés par des factions plus extrêmes (Bengio, 2016). Washington s’est ainsi éloigné du conflit central – celui entre le régime et sa population – pour se concentrer sur une menace terroriste globale.
- La Russie, elle, a fait le choix inverse. En septembre 2015, elle entre officiellement en guerre en soutien à Bachar al-Assad. Elle bombarde les quartiers rebelles, les convois humanitaires, les hôpitaux (HRW, 2016). Elle impose son veto au Conseil de sécurité à chaque tentative de résolution. Pour Moscou, il s’agit de défendre un allié stratégique, de préserver son influence au Moyen-Orient, et de montrer au monde qu’elle est de retour comme puissance militaire majeure.
- L’Iran, dans l’ombre, joue un rôle tout aussi déterminant. Dès les premières années, Téhéran envoie des fonds, des armes, puis des milices chiïtes venues d’Irak, du Liban ou d’Afghanistan pour soutenir le régime (Takeyh, 2015). L’objectif est autant religieux que géopolitique : garder un axe chiïte de Téhéran à Beyrouth.
- La Chine, fidèle à sa doctrine de non-ingérence, soutient systématiquement la Russie au Conseil de sécurité. Elle s’oppose à toute mesure coercitive contre le régime, et freine les mécanismes d’enquête internationaux. Le droit humanitaire passe après le principe de souveraineté.
- L’Union européenne, quant à elle, adopte une position ambivalente. Elle mobilise des milliards d’euros pour l’aide humanitaire, finance des ONG locales, soutient les réfugiés dans les pays voisins. Mais politiquement, elle reste fragmentée, incapable d’imposer une position commune sur le dossier syrien. Elle ne parle pas d’une seule voix, ni au Conseil de sécurité, ni dans ses relations avec les acteurs du conflit.

3 2015–2016 : L’aide à bout de souffle, les Syriens seuls

Une aide étranglée, une humanité en suspens

En 2015, la Syrie entre dans une nouvelle phase. Le conflit s’intensifie, Daech s’étend, la Russie intervient militairement, et les sièges se multiplient. Sur le papier, les mécanismes d’aide sont en place. Mais sur le terrain, l’humanitaire s’étouffe.

Selon les données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l’ONU (UNOCHA, 2016), seulement 43 % des fonds humanitaires requis ont été récoltés en 2016. Pendant ce temps, 112 jours étaient nécessaires, en moyenne, pour faire approuver un simple convoi. Plus de 78 travailleurs humanitaires ont été tués entre 2011 et 2016, souvent dans des bombardements ciblés (UNOCHA, 2017). Ce sont là des chiffres, mais derrière eux, ce sont des visages, des promesses, des deuils.

Et le pire, c’est que le besoin explosait. À la fin 2016, 6,5 millions de Syriens étaient déplacés à l’intérieur du pays, dont la moitié étaient des enfants (UNHCR, 2016). Des enfants qui

n'avaient connu que la guerre, qui grandissait dans les ruines, les caves, les camps. Et pendant ce temps, les convois humanitaires restaient bloqués à la frontière, ou disparaissaient dans les procédures.

L'aide instrumentalisée : choisir qui vivra

À Damas, l'État syrien a perfectionné une mécanique de contrôle de l'aide. Rien ne circulait sans autorisation, et chaque convoi devait être validé par plusieurs services de sécurité. Mais au-delà de la paperasse, c'est toute une stratégie de guerre qui se cachait derrière ces blocages.

Les ONG internationales devaient travailler avec des "partenaires" imposés par le régime, souvent des associations affiliées au pouvoir ou à des services de renseignement (NRC, 2016). Les quartiers bénéficiaires étaient sélectionnés en fonction de leur loyauté. Certains produits — comme les kits chirurgicaux ou les médicaments anesthésiants — étaient purement interdits, car considérés comme pouvant "aider les rebelles".

Même l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a, à plusieurs reprises, dû abandonner des cargaisons de vaccins, car les autorités refusaient leur distribution dans certaines zones (MSF, 2017). La vaccination devenait un acte politique.

Dans ce contexte, l'indépendance humanitaire devenait une illusion. Beaucoup de travailleurs se retrouvaient dans des dilemmes impossibles : faut-il distribuer une aide partielle, ou refuser et tout perdre ? Pour beaucoup, rester et faire ce qu'on peut était la seule option — un choix moral, mais douloureux.

Les héros invisibles : résister avec dignité

Pendant que les puissances se disputaient l'avenir de la Syrie, les vrais acteurs de l'aide étaient souvent invisibles, silencieux, mais d'un courage incroyable. Dans les villes assiégées, dans les campagnes bombardées, ce sont les Syriens eux-mêmes qui ont porté l'humanitaire à bout de bras.

Des enseignants ont transformé des caves en écoles. Sans électricité, sans tableau, parfois sans livres. Ils expliquaient les mathématiques à la lumière d'une bougie, avec la peur qu'un missile mette fin au cours à tout moment.

Des femmes ont monté des boulangeries clandestines, partageant la farine comme un trésor. Certaines organisaient des réseaux de solidarité pour distribuer les médicaments, ou prenaient en charge les enfants orphelins du quartier.

Des adolescents ont réparé les antennes radios, organisé des évacuations d'urgence, guidé les ambulances dans les ruelles dévastées. D'autres, plus jeunes encore, allaient chercher de l'eau ou du pain, chaque sortie étant un pari avec la mort.

Ce n'était pas de l'humanitaire institutionnel. Ce n'était pas du "coordonné", ni "logistiquement optimisé". Mais c'était de l'humanité à l'état brut, née de la douleur, de l'urgence, de la nécessité de survivre. C'était ce que beaucoup de Syriens appelaient "*al-karama*" — la dignité.

4 Pourquoi la réponse a échoué : ce que la Syrie nous a révélé

a) La neutralité, un principe piégé

Sur le papier, la neutralité est un principe sacré pour les humanitaires. Elle nous permet d'entrer là où les autres sont exclus, de ne pas être pris pour cible, d'aider sans prendre parti. Mais en Syrie, cette idée s'est heurtée à une réalité brutale.

Très vite, il a fallu choisir. Rester et se taire, ou parler et partir. Beaucoup ont choisi de rester, non pas par peur, mais parce qu'ils pensaient qu'une aide imparfaite valait mieux que rien. Pourtant, cela signifiait accepter des compromis difficiles : collaborer avec un régime qui affamait des villes entières, fermer les yeux sur la torture, ou encore refuser de travailler avec les structures locales jugées "rebelles".

Le régime syrien a compris comment utiliser cette neutralité contre les humanitaires. Il en a fait une condition d'accès : *vous restez, mais vous ne critiquez pas*. Ce silence imposé a paralysé de nombreuses organisations. Plusieurs rapports (Amnesty International 2021, rapports verbaux du Haut comité de Secours) ont indiqué comment les aides étaient utilisées comme leviers politiques, bloquées ou réorientées selon les zones de contrôle.

Fidèle à son principe de témoignage, Médecins Sans Frontières (MSF) n'a jamais obtenu d'autorisation officielle pour opérer en Syrie, malgré des demandes répétées auprès du gouvernement (*Syrie | MSF, n.d.*).

Cette tension a fissuré la confiance entre les ONG internationales et les acteurs locaux. Les travailleurs syriens, eux, n'avaient souvent pas le luxe de la neutralité. Ils risquaient leur vie à chaque déplacement. Ils ont été torturés, emprisonnés, ou tués simplement parce qu'ils soignaient des blessés du "mauvais" camp (UNOCHA, 2016).

b) Une machine trop lente, trop lourde, trop lointaine

Ce n'est pas qu'on ne voulait pas aider. C'est qu'on ne savait plus comment. Le système humanitaire onusien, avec ses nombreuses agences, ses règles complexes, ses lignes hiérarchiques rigides, a semblé souvent déconnecté de l'urgence du terrain.

C'est ça, le paradoxe syrien : des besoins immenses, des ressources mobilisées, mais un système incapable de livrer à temps. Le Bureau de la coordination humanitaire de l'ONU (UNOCHA, 2016) indiquait en 2016 que le délai moyen pour obtenir une autorisation de convoi était de 112 jours. Et seulement 43 % des fonds nécessaires avaient été collectés.

Les ONG locales, pourtant les plus proches des besoins, étaient tenues à l'écart, exclues des mécanismes officiels de financement. Faute de reconnaissance juridique ou de capacité à rédiger des rapports en anglais, elles ne pouvaient accéder aux appels d'offres internationaux.

c) Quand l'aide devient une arme entre les mains des puissants

La Syrie a aussi révélé une vérité dérangeante : l'aide humanitaire peut être utilisée comme un outil de guerre.

Au niveau local, le régime syrien a sélectionné les bénéficiaires selon leur loyauté. Certaines zones, considérées comme “terroristes”, ont été coupées de tout approvisionnement. D’autres ont été récompensées. Le régime confisquait les médicaments, interdisait les kits chirurgicaux, exigeait d’approuver les listes de bénéficiaires, même les vaccins étaient soumis à autorisation.

À l’international, le conflit syrien est devenu un échiquier géopolitique. La Russie et l’Iran ont soutenu le régime. Les États-Unis, la Turquie et le Qatar ont financé des groupes rebelles. L’ONU, censée coordonner l’aide, s’est retrouvée paralysée par les vetos russes et chinois au Conseil de sécurité. Résultats : des résolutions importantes, comme la 2139 ou la 2165 (UNSC, 2014a, 2014b), ont été vidées de leur force par manque de consensus.

Dans ce chaos, l’aide est devenue une monnaie d’échange diplomatique, on conditionnait les financements à des objectifs politiques. On bloquait des couloirs humanitaires parce qu’un terme gênait dans une déclaration. Et sur le terrain, les Syriens continuaient de mourir.

Comme le résume Michael Barnett (2011), l’humanitaire est parfois pris en otage par les États : il sert moins à aider qu’à renforcer des alliances, à produire des effets d’image, ou à se donner bonne conscience.

B. L’action humanitaire en Syrie – côté gouvernemental

Après le déclenchement de la révolution syrienne en mars 2011, et face à l’ampleur des manifestations populaires qui se sont propagées dans tout le pays, le gouvernement a commencé à les réprimer brutalement, notamment par des arrestations, des assassinats et des actes de torture. Face à la poursuite de cette répression violente et à l’augmentation du nombre de morts, de détenus et de disparus, l’opposition armée s’est soulevée pour défendre les manifestants et protéger les villes et villages ciblés.

Début 2012, les affrontements militaires entre les forces gouvernementales — notamment l’armée et les forces de sécurité — d’une part, et l’opposition armée d’autre part, ont atteint un niveau élevé, provoquant le déplacement de millions de Syriens, à l’intérieur comme à l’extérieur du pays, et la destruction systématique des installations et des infrastructures.

Face aux besoins croissants, et afin de coordonner la distribution de l’aide humanitaire, le gouvernement syrien a mis en place le Haut Comité de secours, présidé par le ministre des Affaires sociales et du Travail, et composé des ministères concernés ainsi que du Croissant-Rouge arabe syrien. Sa mission était de coordonner l’action humanitaire avec les organisations des Nations Unies et de superviser la distribution de l’aide aux personnes dans le besoin.

Face à la pression politique internationale croissante, exercée pour autoriser l’acheminement de l’aide humanitaire dans les zones contrôlées par l’opposition, le gouvernement syrien a décidé de restructurer ce comité. Il a été placé sous la direction du Conseil des ministres, présidé par le vice-Premier ministre, ministre de l’Administration locale et de l’Environnement. La résolution n°5 a ainsi été promulguée pour officialiser cette restructuration. Le nouveau comité, désormais appelé Comité suprême de secours, était composé des ministres de l’Agriculture, de l’Éducation, des Affaires sociales, des Ressources en eau, de la Santé, du ministre d’État chargé de la Réconciliation nationale, du président de la Commission de planification et de

coopération internationale, du vice-ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, ainsi que de représentants du ministère de l'Intérieur et d'autres organismes et organisations impliqués dans les secours.

Ce comité était chargé de coordonner les actions humanitaires à la fois gouvernementales et non gouvernementales, d'élaborer une vision stratégique nationale, de définir le rôle des partenaires actifs, d'évaluer la mise en œuvre des plans, d'identifier des sources de financement pour la réhabilitation des zones « stabilisées » et de favoriser le retour des déplacés. Il avait aussi pour mission de publier des rapports périodiques sur la situation humanitaire dans le pays (*Ministère de l'Administration locale et de l'Environnement (Syrie). (13 décembre 2015). Dans une réunion du Haut Comité de secours : Ghalawenji – La décentralisation dans la gestion du dossier humanitaire et l'assurance de l'arrivée des aides à ceux qui en ont besoin. Ministère de l'Administration locale et de l'Environnement.* <https://www.mola.gov.sy/mola/index.php/%D9%84%D8%AC%D9%86%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%BA%D8%A7%D8%AB%D8%A9/item/4099>).

L'objectif principal de cette restructuration était de renforcer le contrôle gouvernemental sur les opérations humanitaires, et de contenir la pression résultant des rapports d'ONG et d'agences internationales dénonçant les violations et les entraves à l'aide.

Des sous-comités de secours ont été créés dans chaque gouvernorat, sous l'autorité directe des gouverneurs et rattachés au Comité suprême, afin d'assurer un contrôle localisé du processus humanitaire. Un système strict a été mis en place, encadrant dès l'arrivée de l'aide dans les ports ou les aéroports syriens. Les Nations Unies et les organisations internationales devaient informer le Haut Comité de secours, spécifier le type, la quantité et la date d'arrivée de l'aide, et demander l'autorisation de la retirer des zones franches et de la transporter vers les entrepôts. Chaque transport nécessitait un permis de circulation, approuvé par le Bureau de la sécurité nationale, le gouvernorat concerné et le ministère des Affaires étrangères. Un agent de sécurité devait être présent lors du chargement, et ce permis permettait de franchir les checkpoints plus rapidement.

Des procédures similaires permettent de contrôler la distribution de l'aide humanitaire au moyen de plans de distribution mensuels :

1. Zones sous contrôle du gouvernement syrien

Les organisations internationales transmettent leurs plans mensuels de distribution de l'aide humanitaire au Secrétariat du Haut Comité de secours, via le ministère des Affaires étrangères, en incluant tous les détails (point de départ, point d'arrivée, type et volume de l'aide). Tous les plans des organisations sont ensuite compilés et transmis au Bureau de la sécurité nationale pour approbation. Ce dernier examine la liste en fonction des rapports de sécurité et retire l'aide envoyée aux zones jugées difficiles d'accès. Une fois le plan soumis au Haut Comité de secours, les organisations sont informées des plans approuvés par le ministère des Affaires étrangères et les gouvernorats concernés. Les convois d'aide sont ensuite expédiés conformément à un permis de circulation, et le chargement s'effectue en présence d'un agent de sécurité. L'aide est finalement acheminée vers une organisation non gouvernementale nationale ou le Croissant-Rouge, pour être distribuée aux personnes dans le besoin.

Prenons l'exemple du plan d'aide humanitaire de novembre 2016 : l'ONU et les organisations internationales soumettent leurs plans (voir l'annexe 1, le plan du Programme alimentaire mondial comme modèle). Après les avoir compilés et transmis au Bureau de la sécurité nationale, celui-ci supprime certaines zones et les envoie comme liste d'exceptions au plan proposé (annexe 1). On voit un document interne du Bureau de la sécurité nationale, transmis au Haut Comité de secours, qui énumère plus de 60 localités syriennes explicitement exclues du plan d'aide mensuel, sans justification logistique ou sécuritaire. Parmi elles figurent le camp de Yarmouk, Douma, Daraya, Talbiseh, Houla et Jassem, toutes des localités alors assiégées ou sous contrôle de l'opposition.

2. Zones hors du contrôle du gouvernement syrien

Alors que la zone contrôlée par l'opposition armée s'étendait au fil des années de guerre, le régime syrien a imposé un blocus complet aux zones contrôlées par l'opposition et a empêché l'entrée de toute aide humanitaire, prétextant qu'elle parvenait aux terroristes.

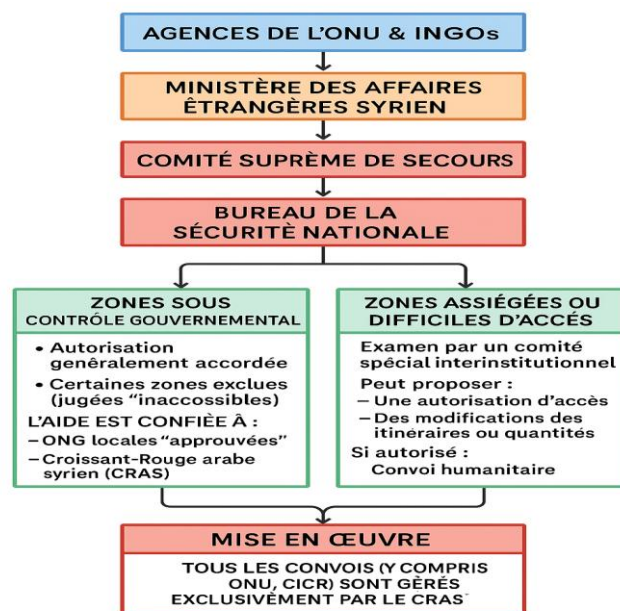
Face à la pression politique croissante des Nations Unies et, derrière elles, de la communauté internationale, le gouvernement syrien a commencé à accorder des autorisations pour l'acheminement de l'aide humanitaire dans ces zones, en limitant sévèrement le type et la nature de l'aide envoyée. Tout matériel médical utilisé lors d'opérations chirurgicales (instruments chirurgicaux, antibiotiques, anesthésiques) a été refusé, au prétexte qu'il servait à soigner des terroristes armés (« Le Gouvernement syrien renforce les restrictions à l'accès à l'aide médicale », 2023).

Malgré l'octroi de certaines autorisations pour l'acheminement de l'aide, le gouvernement syrien a mis en place des procédures complexes pour les obtenir. La première condition était que les demandes soient soumises soit par l'intermédiaire du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, au nom des agences onusiennes, soit par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (voir annexe 2, une demande de la part du CICR datée du 20 octobre 2016). Les demandes doivent inclure en détail les noms de la délégation accompagnant le convoi et le matériel envoyé, en détaillant le type et la quantité de matériel, ainsi que les numéros des voitures et des camions qui transporteront l'aide (voir annexe 2, une liste détaillée du convoi proposé par les organisations des Nations Unies pour entrer dans la région orientale d'Alep, y compris les noms de la délégation qui l'accompagne et le matériel proposé). Les autres organisations internationales ne sont pas autorisées à pénétrer dans les zones sous contrôle de l'opposition, et leur entrée est strictement encadrée par le Croissant-Rouge arabe syrien.

Les demandes sont transmises au ministère des Affaires étrangères, puis au Haut Comité de secours, où elles sont examinées par un comité spécial issu de ce dernier (le Comité de résolution n° 2), composé du vice-ministre de l'Administration locale, du vice-ministre de la Santé, du directeur du bureau du chef du Bureau de la sécurité nationale et du directeur du Croissant-Rouge. Une proposition est ensuite formulée pour approuver les demandes envoyées, ou pour modifier ou ajouter de nouvelles zones (voir annexe 3, compte rendu de la réunion de la Commission n° 2, chargée d'étudier les demandes d'envoi d'aide humanitaire dans les zones assiégées et difficiles d'accès).

Un rapport officiel du comité, daté du 26 juillet 2016, a explicitement défini une stratégie de contrôle sécuritaire de l'aide, même dans les zones connaissant une situation humanitaire critique. Bien que la réunion ait mentionné l'autorisation pour les convois d'atteindre les zones assiégées telles que Douma, Moadamiya, Harasta, Khan al-Cheikh, Darayya, Yalda, Madaya, Zabadani et le camp de Yarmouk, les conditions imposées par le comité révèlent une volonté claire de restreindre le rôle des Nations Unies et de maintenir le contrôle exclusif du Croissant-Rouge arabe syrien. Le comité a insisté pour que certaines zones soient desservies uniquement par des convois « non partagés », afin d'éviter la présence du personnel des Nations Unies et de « limiter la politisation de la question humanitaire par les Nations Unies et d'autres partenaires internationaux ».

Ce document va plus loin, stipulant que les noms de toutes les escortes de convois doivent être communiqués au Bureau de la sécurité nationale, et que toute coordination avec les Nations Unies doit être supervisée séparément. L'envoi de fournitures médicales n'a pas été mentionné et, comme dans les documents précédents, le contenu des convois se limitait à des biens de consommation de base : nourriture, couvertures et kits d'hygiène. L'assistance médicale spécialisée, notamment chirurgicale, est totalement absente.



C. L'instrumentalisation structurelle de l'aide humanitaire en Syrie (2011-2016)

Le régime syrien a transformé l'aide humanitaire en un levier de pouvoir. Les ONG internationales et les agences de l'ONU ne pouvaient opérer qu'en partenariat avec le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC), véritable bras exécutif du régime. Toute assistance devait passer par cette structure, verrouillant l'accès à l'aide.

La gestion des plans de distribution — via le Haut Comité de secours et le Bureau de sécurité nationale — faisait du régime l'interlocuteur exclusif des bailleurs. Ce système permettait de

filtrer les bénéficiaires, exclure les zones rebelles, et consolider la légitimité internationale du régime (Daher, Macro Perspective).

1. L'aide humanitaire comme arme de guerre : punir, affamer, déplacer

En Syrie, entre 2012 et 2017, l'aide humanitaire n'a pas seulement été entravée ou politisée. Elle a été utilisée comme une arme de guerre à part entière. Le régime de Damas a compris très tôt qu'en bloquant les convois, en affamant des populations entières, il pouvait briser les résistances, forcer les redditions, et surtout, modifier la géographie humaine du pays. L'aide devenait alors un outil de punition collective, de négociation politique, et de déplacement forcé.

Prenons un exemple emblématique : l'accord des quatre villes, conclu en 2015–2017, entre le régime syrien, l'Iran, et l'opposition armée (représentée par Ahrar al-Sham), avec la médiation du Qatar. Cet accord portait sur deux groupes de localités : Madaya et Zabadani, des bastions de l'opposition près de Damas, sous siège gouvernemental sévère, et Foua et Kefraya, deux villages chiites au nord-ouest, encerclés par les rebelles.

Officiellement, cet accord devait permettre un échange de civils, garantir une aide humanitaire mutuelle et réduire les souffrances des habitants. En réalité, c'était un marché politique déguisé en mission humanitaire. L'aide n'entrait dans Madaya que si elle entrait aussi dans Foua. Les médicaments pour Zabadani dépendaient des stocks livrés à Kefraya. La faim devenait une monnaie d'échange. L'ONU, bien qu'opposée aux déplacements forcés, a fini par accompagner ces évacuations, faute d'alternatives viables (Amnesty International, 2017).

Mais ce qu'on appelle « évacuation » cachait en réalité une épuration démographique. Des dizaines de milliers de Syriens sunnites ont été contraints de quitter leurs maisons dans les zones péri-urbaines de Damas et de Homs, sans perspective de retour. Ils ont été remplacés, dans certains cas, par des familles soutenant le régime ou originaires d'autres régions (Mehchi & Albonni, 2022). Le Croissant-Rouge syrien (SARC), partenaire officiel du régime, a souvent été le seul acteur autorisé à superviser ces convois, tandis que les agences de l'ONU étaient marginalisées dans la coordination et l'accès (Daher, 2021).

L'aide n'a donc pas seulement été manipulée pour des raisons politiques ou logistiques. Elle a été instrumentalisée comme une stratégie militaire et démographique. Privés de soins, de nourriture, d'eau potable, les habitants n'avaient qu'un choix : partir ou mourir. Cette pression a produit un phénomène que certains appellent aujourd'hui le « transfert humanitaire », un déplacement forcé qui se cache derrière les mots techniques et les convois estampillés de logos neutres.

Les conséquences sont immenses. Au-delà de la souffrance immédiate, ce sont les équilibres communautaires, identitaires et urbains de la Syrie qui ont été bouleversés. À Daraya, berceau de la contestation pacifique, il ne reste presque rien de la population d'origine. À Zabadani, ville frontière stratégique, les immeubles vides racontent mieux que des rapports ce que signifie « changement démographique ». Et dans tout cela, l'aide humanitaire – volontairement ou non – a parfois servi à légitimer ces opérations, en les encadrant, en les documentant, sans pouvoir vraiment les empêcher.

2. L'instrumentalisation politique de l'aide humanitaire en Syrie

Quand la guerre éclate, l'aide humanitaire est censée rester un geste neutre, au-dessus des combats. Mais en Syrie, dès les premières années du conflit, cette aide a été prise en otage. Par le régime, par les alliances internationales, par les jeux de pouvoir. L'humanitaire, au lieu d'être un pont, est devenu un instrument, et pas n'importe lequel : un instrument politique.

Dès 2012, alors que les combats s'intensifient, le gouvernement syrien impose un contrôle absolu sur l'accès humanitaire. Toute organisation – ONU, ONG, Croix-Rouge – doit passer par Damas. Cela signifie : demander des autorisations, négocier avec les ministères, se soumettre au Croissant-Rouge arabe syrien, l'acteur local affilié au régime. Cela signifie aussi accepter que certaines régions soient aidées, et d'autres non.

Le tri est simple : les zones fidèles au régime reçoivent. Les autres – souvent les plus durement touchées – sont punies. On parle ici de quartiers entiers assiégés, affamés. De familles privées de soins, d'eau, de pain. Pas par manque de ressources, mais par choix politique.

Plusieurs rapports l'ont documenté. Celui de Svoboda & Pantuliano (2015), par exemple, montre comment l'aide était systématiquement canalisée vers les régions gouvernementales. Le Croissant-Rouge, sous supervision sécuritaire, gérait la distribution. Et les agences onusiennes, à force de compromis pour "garder l'accès", ont été contraintes de se taire, de suivre, de valider. À tel point que certains travailleurs humanitaires parlaient d'un « humanitaire captif » (Daher, 2021).

Pourquoi l'ONU a-t-elle accepté ? Parce qu'il y avait peu d'alternatives. Toute tentative d'intervention transfrontalière sans l'accord de Damas était bloquée. Il a fallu attendre la résolution 2165 du Conseil de sécurité, votée en juillet 2014, pour que les convois puissent passer par des points frontaliers non contrôlés par le régime (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014). Une première historique, mais obtenue dans un climat de tension intense, avec des résistances de la Russie et de la Chine, alliés du régime syrien. La résolution devait être renouvelée tous les six mois, et chaque fois, elle devenait un outil de marchandage diplomatique.

Les intérêts géopolitiques étaient clairs. Pour la Russie, maintenir l'exclusivité de Damas sur l'aide renforçait la légitimité du régime. Pour l'Iran, c'était un levier pour stabiliser ses corridors stratégiques. Pour les États-Unis et les pays européens, l'aide devenait une des rares cartes à jouer face à un conflit qui leur échappait. Le champ humanitaire est alors devenu un champ de bataille diplomatique. Et la Syrie, un laboratoire de cette politisation extrême.

Le rapport de Mehchi & Albonni (2020) va plus loin. Il montre comment l'économie de l'aide a été intégrée dans les structures de pouvoir du régime. L'autorisation d'acheminer un convoi, d'ouvrir un bureau, de recruter du personnel local... tout était soumis à validation politique. L'aide est devenue un outil de gouvernance, de récompense, de punition.

Et les conséquences ? Elles sont lourdes. Pour les populations, d'abord. Des millions de Syriens ont vu passer les camions d'aide sans jamais en recevoir, d'autres ont dû fuir parce que leur ville, leur quartier, leur religion les rendait « indésirables ». Ensuite, pour les ONG. Plusieurs ont quitté la Syrie, incapables d'accepter les compromissions nécessaires. D'autres sont restées,

mais au prix d'un silence pesant. Enfin, pour l'idée même d'humanitaire, comment parler de neutralité quand chaque sac de riz devient un acte politique ?

Le régime syrien n'a pas seulement contrôlé l'aide, il l'a transformée en arme douce, en outil de propagande, en preuve de sa « légitimité ». Et la communauté internationale, divisée, paralysée par ses propres intérêts, a souvent laissé faire. Entre réalités du terrain et calculs géopolitiques, l'humanitaire a été pris entre deux feux.

3. L'aide comme outil de propagande : une guerre des récits

Le régime syrien n'a pas seulement utilisé l'aide pour assiéger ou affamer. Il s'en est aussi servi pour construire un récit. Un récit de victimisation, de souveraineté menacée, de guerre contre le terrorisme. L'aide humanitaire est ainsi devenue un outil narratif, un support de propagande dans la guerre médiatique et diplomatique.

Dès 2012, alors que les bombardements s'intensifient et que les appels à la trêve humanitaire se multiplient, les médias officiels syriens et les porte-paroles du pouvoir développent un discours cohérent : toute ingérence humanitaire est une conspiration. Les ONG étrangères sont soupçonnées de faire passer des armes, les agences de l'ONU accusées d'outrepasser la souveraineté syrienne. L'aide devient une menace. Ou du moins, c'est ainsi qu'elle est présentée à l'opinion publique locale et internationale.

Dans ce narratif, les civils affamés sont invisibilisés, réduits à des « boucliers humains » manipulés par des terroristes. Le blocus de Daraya ou d'al-Waer n'est pas une punition collective, mais une mesure de sécurité. La Syrie n'est pas un champ de bataille, mais une victime d'un complot international. Cette rhétorique du « terrorisme global » a permis au régime de justifier les pires violations, y compris le refus de laisser passer des anesthésiques ou du lait infantile.

Paradoxalement, l'aide autorisée – soigneusement filtrée, livrée uniquement dans les zones « stables » – a été utilisée comme preuve de la bienveillance de l'État. Les chaînes syriennes montraient des images d'enfants recevant des colis, de familles remerciant le président. Une aide sous contrôle, comme vitrine de stabilité. Une assistance comme outil de légitimation.

Ce contrôle narratif allait de pair avec des négociations politiques menées avec certaines composantes de l'opposition. En échange de cessez-le-feu locaux ou d'autorisations limitées d'aide, des groupes rebelles ont accepté des évacuations de civils ou des capitulations. Ces négociations, souvent menées sous pression, dans des contextes de famine ou de bombardements massifs, ont abouti à des accords comme celui de Mouadamiyah ou d'al-Waer. Là encore, l'ONU a parfois accompagné le processus, sans réelle capacité d'opposition. Le discours officiel parlait de « réconciliation ». Sur le terrain, les gens parlaient d'expulsions forcées.

Ainsi, l'aide humanitaire n'a pas seulement servi à nourrir, soigner ou protéger. Elle a été instrumentalisée pour renforcer une lecture politique du conflit, où toute opposition était assimilée au terrorisme, et toute action internationale suspectée d'ingérence. Dans ce cadre, chaque sac de riz distribué devenait un acte politique ; chaque convoi humanitaire, une négociation de pouvoir ; chaque discours d'un responsable onusien, un test d'allégeance.

Cette instrumentalisation discursive de l'humanitaire a laissé des traces profondes. Elle a affaibli la crédibilité des acteurs humanitaires, brouillé leur neutralité, et contribué à la méfiance générale vis-à-vis des ONG et des agences de l'ONU. Mais surtout, elle a consolidé un régime de guerre où l'aide ne servait pas à protéger les civils, mais à renforcer l'ordre établi.

4. Instrumentalisation économique de l'aide : quand l'humanitaire devient une industrie d'intérêt

Dans un pays en guerre, l'aide est censée apporter un répit, un souffle d'humanité dans le chaos. En Syrie, elle est rapidement devenue aussi un marché. Un marché lucratif, contrôlé par les élites proches du pouvoir, où chaque convoi, chaque bureau d'ONG, chaque autorisation, pouvait se transformer en opportunité d'enrichissement ou en outil de clientélisme.

Le réseau parallèle des ONG « autorisées »

Dès les premières années du conflit, le régime a mis en place un système opaque de contrôle des acteurs humanitaires. Pour opérer en Syrie, il fallait passer par Damas, s'enregistrer, et souvent s'allier à un partenaire local « recommandé ». C'est dans ce cadre qu'a émergé un écosystème d'ONG syriennes « agréées », souvent créées de toutes pièces ou récupérées par des figures liées au pouvoir, parfois issues du renseignement ou du patronat syrien.

Ces organisations jouaient un double rôle : elles permettaient d'absorber une partie des financements internationaux tout en garantissant la loyauté politique du partenaire local. Pour certains hauts responsables syriens, l'aide humanitaire est devenue une extension de la gouvernance clientéliste, un outil pour redistribuer des ressources aux cercles proches (Mehchi & Albonni, 2020). Des documents internes (comme les procès-verbaux du Haut Comité de secours, 2016) montrent que la sélection des partenaires locaux ne reposait pas sur la capacité technique, mais sur les réseaux politiques.

Une économie de guerre déguisée

Dans ce système verrouillé, les ONG locales proches du pouvoir obtenaient les contrats de distribution, les appels d'offres, les sous-traitances. L'aide internationale, au lieu de soutenir les plus vulnérables, a parfois renforcé les acteurs qui avaient le moins souffert du conflit. L'aide alimentaire, les kits d'hygiène, les services de santé sont devenus des ressources distribuées comme des privilèges : pour fidéliser des populations, récompenser des soutiens ou punir des zones « suspectes ».

Joseph Daher (2021) montre comment cette économie de l'aide s'est insérée dans une logique de reconstruction autoritaire, où le régime ne visait pas seulement à survivre, mais à remodeler les hiérarchies sociales et économiques du pays. Dans ce contexte, l'aide internationale est parfois devenue le carburant d'un ordre politique renouvelé, basé sur l'exclusion et la loyauté.

Les ONG internationales sous pression

Du côté des ONG internationales, les marges de manœuvre étaient réduites. Pour obtenir les autorisations, il fallait souvent passer par des intermédiaires, parfois verser des « frais de coordination » déguisés, accepter des clauses imposées. Dans certains cas, les rapports

évoquent même des pratiques de corruption, des détournements de fonds ou des marchés fictifs (UN Humanitarian Operations in Syria, 2024).

Les perdants : les civils

Ce système a eu un coût : pour les Syriens ordinaires. Ceux qui n'étaient ni proches du régime, ni situés dans des zones prioritaires, se retrouvaient exclus, ou recevaient une aide détournée, incomplète, parfois vendue sur les marchés noirs. L'aide devenait un mirage : visible, mais inaccessible. Et au cœur de ce système, l'inégalité s'est institutionnalisée.

D. Les conséquences de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire : entre fragmentation sociale, déplacement forcé et effondrement de la confiance

L'action humanitaire est censée soulager la souffrance, réparer les fractures, protéger les vies. Mais en Syrie, entre 2011 et 2016, son instrumentalisation massive par les acteurs politiques et militaires a laissé des séquelles profondes. Loin de constituer un filet de sécurité neutre, l'aide s'est souvent transformée en levier de guerre, en outil de contrôle, voire en acteur indirect d'une politique de réingénierie démographique. Ses conséquences ne se mesurent pas seulement en tonnes de nourriture détournée, en médicaments refusés, ou en convois bloqués — mais aussi en communautés brisées, en récits oubliés, et en confiance perdue.

1. Fragmentation territoriale et communautaire : une géographie de la punition

L'une des conséquences les plus immédiates de cette instrumentalisation a été la fracture territoriale profonde du pays. À travers la gestion sélective de l'aide, le régime syrien a créé une géographie de l'exclusion, distinguant les zones "méritantes" – celles restées sous contrôle gouvernemental – des zones "punitives" – celles considérées comme rebelles. Dans les premières, les distributions étaient régulières, visibles, parfois même surmédiatisées. Dans les secondes, on assistait à des sièges prolongés, à des privations organisées, à une faim utilisée comme arme.

Cette politique a contribué à accentuer les divisions confessionnelles et politiques, opposant non seulement régime et opposition, mais aussi communautés entre elles. Le sentiment d'injustice vécu dans des villes comme Douma, Daraya ou le camp de Yarmouk a nourri une désillusion durable et a ancré l'idée que l'aide humanitaire, loin d'unir, pouvait diviser.

2. Déplacements forcés et changement démographique : une recomposition du pays par l'exil

L'une des dynamiques les plus inquiétantes a été celle des évacuations dites "humanitaires", qui ont en réalité servi à déplacer des populations entières sous la contrainte. L'exemple le plus marquant est celui de l'accord des Quatre villes – Madaya et Zabadani d'un côté, Foua et

Kafraya de l'autre – négocié entre l'Iran, Ahrar al-Sham et Hezbollah, avec une facilitation logistique des Nations Unies (Daher, 2021).

Présenté comme un compromis humanitaire pour soulager les souffrances, cet accord a en réalité permis l'évacuation de populations sunnites encerclées par le régime et de populations chiites encerclées par l'opposition, dans une logique de troc humain. Ces déplacements n'étaient ni volontaires, ni sûrs, ni durables. Ils répondaient à une stratégie géopolitique de "nettoyage" confessionnel, visant à sécuriser certains axes (notamment entre Damas et la frontière libanaise) et à reconfigurer la composition démographique dans des zones dites stratégiques (The Day After, 2017).

L'aide humanitaire, en accompagnant ces mouvements sans pouvoir les empêcher ni les contester, a parfois été perçue comme complice de ces dynamiques. Pour les populations déplacées, l'aide ne représentait plus une main tendue, mais un couloir d'exil.

3. Une économie humanitaire sous contrôle et détournée

L'un des effets structurels les plus sous-estimés est la transformation de l'aide en ressource économique intégrée au système de pouvoir. Comme le montre le rapport de Mehchi & Albonni (2020), le secteur non lucratif syrien a été remodelé pour répondre aux besoins du régime : les ONG autorisées à opérer dans les zones gouvernementales étaient souvent liées à des figures du pouvoir, et les autorisations d'accès devenaient un instrument de clientélisme politique et économique.

Les biens humanitaires – nourriture, médicaments, carburant – faisaient l'objet de détournements, de reventes sur les marchés parallèles, ou de distributions conditionnées à la loyauté politique. Dans certaines zones, l'aide était taxée à chaque point de passage, utilisée comme levier de financement pour les milices locales ou les services de renseignement. Finalement, l'aide n'a pas seulement échoué à réduire les inégalités : elle les a parfois reproduites et amplifiées.

4. ONG locales sous contrôle et répression de l'indépendance civile

Une autre conséquence a été la délégitimation des initiatives civiles locales indépendantes. Dans les zones gouvernementales, seules les ONG étroitement surveillées par les services de sécurité pouvaient opérer. Les autres – indépendantes, communautaires, émergentes – étaient interdites, marginalisées, voire criminalisées. Le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC), bien que théoriquement indépendant, fonctionnait en coordination étroite avec les organes sécuritaires, agissant comme interface humanitaire et outil de surveillance (Daher, 2021).

Dans les zones hors contrôle du régime, les ONG locales ont dû, dans le meilleur des cas, opérer dans la précarité, ou dans le pire, disparaître sous les bombardements ou les menaces. Les plus visibles ont vu leurs membres arrêtés ou exilés. Cette destruction du tissu humanitaire local a affaibli la capacité des Syriens à s'entraider, à reconstruire, à créer des alternatives viables.

5. Perte de confiance et désillusion collective

Mais peut-être la conséquence la plus profonde est psychologique et morale : une perte massive de confiance dans le système humanitaire international. Pour des millions de Syriens, l'aide ne symbolisait plus la solidarité, mais l'arbitraire. Voir des camions d'aide passer sans s'arrêter. Apprendre que des médicaments vitaux avaient été retirés pour ne pas fâcher le régime. Être déplacé sous escorte de l'ONU sans retour possible. Ces expériences ont tué l'espoir.

Beaucoup parlent aujourd'hui d'un « humanitaire captif » – un secteur qui, face aux jeux géopolitiques, a perdu sa boussole. Certaines ONG ont quitté le terrain. D'autres sont restées, mais au prix d'un compromis permanent. Quant à l'ONU, son image s'est érodée à mesure que ses agences paraissaient incapables de dénoncer, ou de protéger.

Conclusion « L'aide prise en otage : quand l'humanitaire devient un champ de bataille »

Ce travail a tenté de démontrer une réalité que beaucoup ont préférée ignorer : en Syrie, l'aide humanitaire n'a pas échappé à la guerre – elle en est devenue une arme. Instrumentalisée politiquement, militairement, économiquement, et même démographiquement, elle a cessé d'être un simple outil de secours pour se transformer en levier de domination, de contrôle, voire de punition. Derrière les convois estampillés de logos onusiens ou de croissants rouges se jouaient des calculs géopolitiques, des accords tacites, des exclusions programmées.

Le régime syrien, fort de son pouvoir de veto sur l'accès humanitaire, a imposé une logique de centralisation absolue, faisant transiter toute aide par ses structures officielles. Sous couvert de coordination, il a filtré, contrôlé, puis utilisé cette aide pour affaiblir l'opposition, affamer les poches rebelles, et forcer le déplacement de communautés entières. Ce que certains appelleront plus tard une stratégie de "nettoyage territorial" ou de "restructuration confessionnelle" n'a pas été exécuté par les bombes seules — elle a aussi utilisé les cartons d'aide et les convois d'évacuation. La neutralité a été sacrifiée, la dignité humaine souvent ignorée.

Mais la responsabilité n'incombe pas uniquement au régime syrien. Elle est partagée. La communauté internationale, paralysée par ses propres divisions, a laissé faire. L'ONU, dépendante de l'accord de Damas pour accéder aux zones civiles, a parfois préféré le silence à la confrontation. Certaines agences ont retiré du matériel médical des convois à la demande des autorités syriennes, d'autres ont validé des plans d'accès excluant des dizaines de zones assiégées. En acceptant des compromis répétés, le système humanitaire a perdu de sa crédibilité, et surtout de sa capacité à protéger les plus vulnérables.

Les ONG, quant à elles, ont été piégées dans un dilemme cruel : coopérer et risquer la compromission, ou résister et être expulsées. Certaines ont quitté le pays, d'autres se sont adaptées, au prix d'une autonomie réduite et d'une parole muselée. Les ONG locales indépendantes, souvent les plus proches des besoins réels des populations, ont été marginalisées, criminalisées, voire détruites. C'est ainsi que s'est progressivement installée une économie humanitaire contrôlée, hiérarchisée, politisée — une économie de la dépendance et de la docilité.

Pour les Syriens et Syriennes, l'impact est immense. Des millions de personnes ont vu l'aide humanitaire devenir un instrument de contrôle, non un outil de soulagement. Pour certains, elle est arrivée trop tard. Pour d'autres, elle est devenue synonyme d'exil, d'injustice, ou d'humiliation. Le tissu social syrien, déjà déchiré par la guerre, a été encore davantage fragilisé par cette aide discriminatoire. La confiance dans les principes humanitaires – neutralité, impartialité, humanité – s'est érodée, parfois définitivement.

L'exemple syrien nous oblige à poser une question difficile : à quel moment l'aide cesse-t-elle d'être une solution et devient-elle partie du problème ? Comment protéger l'espace humanitaire dans des contextes de guerre où chaque geste est lu comme un acte politique ? Et surtout, que faire lorsque les institutions censées garantir les droits humanitaires se retrouvent piégées par leurs propres contraintes diplomatiques ?

Cette étude n'apporte pas toutes les réponses. Mais elle pose une alerte. En Syrie, l'aide humanitaire a été instrumentalisée à tous les niveaux : bureaucratique, territorial, diplomatique, symbolique. Et si nous n'apprenons pas de cette expérience, d'autres crises suivront le même chemin. Car là où la neutralité est affaiblie, là où l'accès devient une monnaie d'échange, là où les victimes sont classées selon leur loyauté politique, l'humanitaire cesse d'être un droit et devient une illusion.

Bibliographie

Ouvrages et chapitres d'ouvrages :

- Barnett, M. (2011). *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*. Cornell University Press.
- Daher, J. (2021). *A macro perspective on international aid industry in Syria and its economic and political impacts*. Syrian Center for Policy Research.
- de Waal, A. (1997). *Famine Crimes: Politics & the Disaster Relief Industry in Africa*. Indiana University Press.
- Donini, A. (2012). *The Golden Fleece: Manipulation and Independence in Humanitarian Action*. Kumarian Press.
- Fiona Terry. (2002). *Condemned to Repeat? The Paradox of Humanitarian Action*. Cornell University Press.
- Mamdani, M. (2009). *Saviors and Survivors: Darfur, Politics, and the War on Terror*. Pantheon Books.
- Slim, H. (2015). *Humanitarian Ethics: A Guide to the Morality of Aid in War and Disaster*. Oxford University Press.

Rapports de recherche, articles et analyses :

- Amnesty International. (2021, August 10). *Syria: Health crisis: Syrian government targets the wounded and health workers - Amnesty International*. <https://www.amnesty.org/en/documents/mde24/059/2011/en/>
- Amnesty International. (2021, June 1). *Syrie: « Partir ou mourir » : Les déplacements forcés de population au titre des accords de « réconciliation » en Syrie - Amnesty International*. <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde24/7309/2017/fr/>
- amnesty.be. (2016, January 14). *Madaya a choqué le monde, mais l'histoire est loin d'être terminée*. Amnesty International Belgique. <https://www.amnesty.be/info/blogs/blog-paroles-chercheurs-defenseurs-victimes/article/madaya-choque-monde-histoire-loin-terminee>
- *Closure of Mercy Corps' humanitarian aid operations in Damascus - Syrian Arab Republic*. (2014, May 24). ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/closure-mercy-corps-humanitarian-aid-operations-damascus>
- *Syrie : "on a créé un réseau médical parce que le système de soins était détruit."* (2015, April 9). Médecins Sans Frontières. <https://www.msf.fr/actualites/syrie-on-a-cree-un-reseau-medical-parce-que-le-systeme-de-soins-etait-detruit>
- *Syria: Journalist's execution a war crime*. (2020, October 28). *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/news/2014/08/20/syria-journalists-execution-war-crime>
- Bengio, O. (2016). The Role of External Actors in the Syrian Crisis. *Middle East Review of International Affairs*, 20(2), 1–10.
- Mehchi, Z., & Albonni, M. (2022). *The Role and Dynamics of Non-profit Sector in Syria*. London School of Economics. <https://impactres.org/economics-of-nonprofit/>
- Norton, B. (2022, October 8). *Colin Powell: 'Human rights' NGOs are 'force multipliers' for US military, part of 'combat team'*. Geopolitical Economy Report. <https://geopoliticeconomy.com/2020/05/26/colin-powell-human-rights-ngo-military/>
- Provost, C., & Tran, M. (2014, September 29). *How Assad regime controls UN aid intended for Syria's most needy*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2014/sep/29/syria-assad-un-aid-control>

- Siege Watch / PAX & The Syria Institute. (2016–2018). *Besieged areas and communities in Syria*. (n.d.). <https://siegewatch.org/>
- Takeyh, R. (2015). *Iran and Syria: Strategic Alliance in Turmoil*. Council on Foreign Relations.
- The Day After. (2017). *Demographic Change in Syria: Implications and Mechanisms*.
- “Useful Syria” and Demographic Changes in Syria. (2022). Research Memo.
- Svoboda, E., & Pantuliano, S. (2015, March 13). *International and local/diaspora actors in the Syria response*. ODI: Think Change. <https://odi.org/en/publications/international-and-localdiaspora-actors-in-the-syria-response/>
- Syrian Network for Human Rights (SNHR). (2023, December 28). الهلال الأحمر السوري والأمانة السورية للتنمية: قنوات النظام السوري للسيطرة على المساعدات الإنسانية الدولية. Retrieved from <https://snhr.org/ara-bic/2023/12/28/%d8%a7%d9%84%d9%87%d9%84%d8%a7%d9%84-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d8%ad%d9%85%d8%b1-%d8%a7%d9%84%d8%b3%d9%88%d8%b1%d9%8a-%d9%88%d8%a7%d9%84%d8%a3%d9%85%d8%a7%d9%86%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%b3%d9%88%d8%b1%d9%8a/>

Documents et rapports des Nations Unies :

- *S/RES/2368 (2017) | Security Council*. (n.d.). <https://main.un.org/securitycouncil/en/s/res/2368-%282017%29>
- UNHCR. (2022, December 12). *UN launches biggest humanitarian appeal, fearing deepening of Syrian crisis*. <https://www.unhcr.org>
- UNOCHA. (2016). *Humanitarian Needs Overview: Syrian Arab Republic*. <https://www.unocha.org>
- United Nations Security Council (UNSC). (2014a). *Resolution 2139 (2014)*. S/RES/2139. <https://www.un.org>
- United Nations Security Council (UNSC). (2014b). *Resolution 2165 (2014)*. S/RES/2165. <https://www.un.org>

- World Health Organization (WHO). (2013). *Health Resources Availability Mapping System in Syria (HeRAMS)*. <https://www.who.int>

Autres sources institutionnelles :

- Haut Comité de secours. (2016). *Procès-verbaux des réunions internes*.
- Syrie | MSF. (n.d.). Médecins Sans Frontières (MSF) International. <https://www.msf.org/fr/rapport-d%E2%80%99activit%C3%A9s-internationales-2017/syrie>
- *In the shadow of just wars* | MSF. (n.d.). Médecins Sans Frontières (MSF) International. <https://www.msf.org/shadow-just-wars>
- *MSF suspend ses activités médicales à Rann*. (2018, May 2). Médecins Sans Frontières (MSF). <https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/msf-suspend-ses-activites-medicales-rann>
- Statut de Rome de la Cour pénale internationale. (1998). *Article 7 : Crimes contre l'humanité*. <https://www.icc-cpi.int/sites/default/files/RS-Fra.pdf>
- The New Humanitarian. (2013, January 5). *Le gouvernement syrien renforce les restrictions à l'accès à l'aide médicale*. <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2013/08/07/le-gouvernement-syrien-renforce-les-restrictions-l-acces-l-aide-medicale>
- WFP. (2025, March 27). *Syria | World Food Programme*. <https://www.wfp.org/countries/syrian-arab-republic>

Annexes

Annexe 1

Le programme de distribution d'aide humanitaire mis en place par les Nations Unies et les organisations internationales (le Programme alimentaire mondial comme modèle novembre 2016)



الجمهورية العربية السورية
رئاسة مجلس الوزراء
اللجنة العليا للإغاثة

برنامج التحميل الشهري للمساعدات الإنسانية من المنظمات الدولية واللجنة الدولية للصليب الأحمر والمنظمات الدولية غير الحكومية

الجهة المستلمة	خط السير	تاريخ الإطلاق	الكمية	نوعية المواد	تاريخ التحميل	مستودع التحميل	المنظمة	مقصد الشحنة	
								محافظة	منطقة - مدينة
الهلال الأحمر	ولغا، السويداء	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 1000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - السويداء - ولغا	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	السويداء	السويداء
الهلال الأحمر	الضوالة أو العالدية - استراد - السويداء، السويداء	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 1000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	السويداء	السويداء
الامانة السورية	ولغا، السويداء	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 500 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - السويداء - ولغا	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	السويداء	السويداء
منظمة الاغذية	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المطار، مستودعات المطار	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 2000 خيمة عائلة + 1800+ ألعاب أطفال + 120+ ألعاب تعليمية	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	ريف دمشق	مستودعات المطار
مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - السويداء، ولغا	الضوالة أو العالدية - استراد - السويداء، السويداء، ولغا	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 10000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	ولغا	السويداء
مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - ولغا	الضوالة أو العالدية - استراد - السويداء، السويداء، ولغا	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 300 ألعاب أطفال تعليمية	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	ولغا	السويداء
صعيبة تائف	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - السليمه - حطب - الاغطيه	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 10000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	حلب	الاغطيه
صعيبة تائف	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - السليمه - حطب - السريان	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 10000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	حلب	السريان

صفحة 1 من 11



برنامج التحميل الشهري للمساعدات الإنسانية من المنظمات الدولية واللجنة الدولية للصليب الأحمر والمنظمات الدولية غير الحكومية

الجهة المستلمة	خط السير	تاريخ الإطلاق	الكمية	نوعية المواد	تاريخ التحميل	مستودع التحميل	المنظمة	مقصد الشحنة	
								محافظة	منطقة - مدينة
الامانة السورية	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - السليمه - حطب - سوق الانتاج	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 15000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	حلب	سوق الانتاج
الامانة السورية	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - السليمه - حطب - سوق الانتاج	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 300 ألعاب أطفال تعليمية	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	حلب	سوق الانتاج
مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - حصص - طريق الأخرس	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - طريق الأخرس	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 15000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	حصص	طريق الأخرس
مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - حصص - طريق الأخرس	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - طريق الأخرس	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 300 ألعاب أطفال تعليمية	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	حصص	طريق الأخرس
مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - طريق طرطوس - ميعال شكار	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - طريق طرطوس - ميعال شكار	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 15000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	طرطوس	ميعال شكار
جميعه التميز	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - الميدان	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 1500 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	دمشق	الميدان
مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - طريق طرطوس - ميعال شكار	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - استراد - حصص - طريق طرطوس - ميعال شكار	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات ألعاب أطفال تعليمية	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	طرطوس	ميعال شكار
الامانة السورية	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - المتحلق - دمر	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 2000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	دمشق	دمر
الامانة السورية	الضوالة أو العالدية - طريق المطار - الحرحله - استراد - مسخا - غير عيشه	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	أحقيجات 2000 عائلة	مواد غير غذائية - NFI	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين - الضوالة أو العالدية	مفوضية الأمم المتحدة للاجئين	دمشق	نهر عيشه

صفحة 2 من 11



برنامج التحميل الشهري للمساعدات الإنسانية من المنظمات الدولية واللجنة الدولية للصليب الأحمر والمنظمات الدولية غير الحكومية

الجهة المستلمة	خط السير	تاريخ الاطلاق	الكمية	نوعية المواد	تاريخ التحميل	مستودع التحميل	المنظمة	مفصلة الشحنة		
								محافظة	منطقة	مدينة
البطريكية الاردنكية	ميعال شاكرا-استراد اللاتقيه - القرداحه	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 150 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -طرطوس -ميعال شاكرا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	اللاتقيه	القرداحه	
البطريكية الاردنكية	ميعال شاكرا-استراد اللاتقيه بصيره	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 250 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -طرطوس -ميعال شاكرا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	طرطوس	بصيره	
البطريكية الاردنكية	ميعال شاكرا-استراد اللاتقيه جبيله	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 200 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -طرطوس -ميعال شاكرا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	اللاتقيه	جبيله	
الهلال الاحمر	ميعال شاكرا-استراد اللاتقيه - طرطوس-الشيخ بندر	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 500 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -طرطوس -ميعال شاكرا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	طرطوس	الشيخ بندر	
البطريكية الاردنكية	ميعال شاكرا-استراد اللاتقيه - القرداحه	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 150 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -طرطوس -ميعال شاكرا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	اللاتقيه	القرداحه	
البطريكية الاردنكية	ميعال شاكرا-استراد اللاتقيه -بيت الشكرحي	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 200 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -طرطوس -ميعال شاكرا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	اللاتقيه	بيت الشكرحي	
الهلال الاحمر	ولغد السويداء	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	احتياجات 1000 عائلة	NFI مواد غير غذائية	من 1 ولغاية 31 تشرين الثاني 2016	مستودعات الامم المتحدة لشؤون اللاجئين -السويداء -ولغا	مفوضية الامم المتحدة لشؤون اللاجئين	السويداء	السويداء	



Zones non
approuvées
pour la
distribution
de l'aide par le
Bureau de la
sécurité
nationale sous
le nom
d'exceptions

المناطق المستثناة من خطة شهر تشرين الثاني ٢٠١٦

م	المحافظة	المنطقة	م	المحافظة	المنطقة
١	ريف دمشق	مخيم الرمضان	٣٤	حمص	مزرعة الكسارة
٢		الضمير	٣٥		مزرعة المطللة
٣		الجراحير	٣٦		وريدة
٤		سوق وادي بردى	٣٧		تل الشور
٥		عين الفيحة	٣٨		تل احمر
٦		دير مقرب	٣٩		تل زبيدة
٧		دير قانون	٤٠		حفودية
٨		حرسنا	٤١		قطيفة
٩		عقررا	٤٢		كفر عابا
١٠		محطة تشرين	٤٣		مزرعة تل زبيدة
١١		الحرارية	٤٤		تلجو
١٢		مسودع لجنة	٤٥		الريش
١٣		الاعانة الفرعية	٤٦		مزرعة الشيخ حميد
١٤		العمرات	٤٧		مزرعة الرمان
١٥		امبا	٤٨		رحم طقو
١٦		بسيمة	٤٩		عوردة العواد
١٧		عيسم	٥٠		عيسر
١٨		عين رضوان	٥١		خديجة الصلبي
١٩		دمشق (بحاجة إلى توضيح)	٥٢		نقيرة
٢٠		حبل سمعان	٥٣		نقسين
٢١	حبرين	٥٤	مزرعة الذهبية		
٢٢	الوادي	٥٥	نومية		
٢٣	شعبة الوادي	٥٦	التوحيد		
٢٤	اكراد داسنية	٥٧	الصحابة		
٢٥	حولايا	٥٨	حي الأخص		
٢٥	تل الناقة				

المناطق المستثناة من خطة شهر تشرين الثاني ٢٠١٦

٢٦	حمص	كفر عبيد	٥٩	حماه	صوران
٢٧		المزول	٦٠		الصنمين (ريف غربي)
٢٨		الفرقلس	٦١		إزرع (ريف شرقي)
٢٩		عين التمر	٦٢		الشجرة
٣٠		هلال (الحسينية الشرقية - الحسينية الغربية)	٦٣		نوي
٣١		صاحبة أوزيد	٦٤		بصري
٣٢		تلعمري	٦٥		جاسم
٣٣		مزرعة البشارة	٦٦		—

ملاحظة: ورد في الصفحات (٢٧+٢٨+٢٩+٣٥) أنه سيتم نقل سيارتين مصفيتين وعدد من المحولات الكهربائية. والمتصحات ولوحات تحكم ومولدات وبرادات تعمل بالطاقة الشمسية ووحدات عدم انقطاع تيار كهربائي استطاعة ٣/٣ كيلو فولت أمير واردة من منظمة (UNHCR - ICRC - UNICEF - WFP) وذلك من منطقة صحنايا بريف دمشق وعبر مطار دمشق الدولي إلى مستودعات برنامج الأغذية العالمي في القامشلي. يرجى الاطلاع وتوضيح ذلك

Annexe 2

Une lettre du
CICR
demandant
l'autorisation
d'envoyer de
l'aide
humanitaire
dans les
zones
assiégées et
difficiles
d'accès



The Delegation of the International Committee of the Red Cross (ICRC) in Damascus present its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and Expatriates of the Syrian Arab Republic and has the honour to inform it of the following:

Referring to the letter 782 (44/122) dated 5 March 2016 from the Esteemed Ministry, the ICRC is submitting to the Esteemed Ministry the ICRC monthly plan for November 2016 to request access to some of the besieged and hard-to-reach areas in Syria. The ICRC missions will be conducted jointly and solely with the Syrian Arab Red Crescent (SARC).

The ICRC monthly plan for the coming month has been thoroughly discussed and coordinated with the SARC. The humanitarian assistance provided for the joint missions by the ICRC and the SARC is based on the assessments conducted so far.

For the areas that have not yet been accessed and will be assessed in the second part of the month of October 2016, and that are mentioned in the monthly plan for November 2016, the ICRC will let the Esteemed Ministry know in due time about any modification of the list of humanitarian assistance to be provided.

During the month of November, the ICRC wishes to access each of the mentioned areas in order to pursue its mandate and further assess the humanitarian needs in parallel to the delivery of the needed humanitarian aid. In addition, the ICRC might need to access some of the areas more than once depending on the ICRC assessment and possible development of activities such as support to some infrastructure that would need rehabilitation and maintenance.

The ICRC hopes to receive the Esteemed Ministry's approval to access the areas mentioned in the monthly plan for November 2016 in due time in order to carry on its humanitarian response and mission.

Ministry of Foreign Affairs and Expatriates
Department of International Organisations and Conferences
Damascus
Syria

The International Committee of The Red Cross Abu Roumaneh, Rawda Square, Maar Street, P.O.Box. 3579, Damascus, Syria
Tel: +963 11 331 0476, 333 9043, Fax: +963 11 331 0441, dam_damas@icrc.org, www.icrc.org

-2-

The list of the humanitarian assistance to be delivered to each area is mentioned in the monthly plan.

Regarding the medical items mentioned in the detailed lists provided by the ICRC, the ICRC seeks the support of the Esteemed Ministry and the cooperation of the Ministry of Health to discuss in details the medical items to be delivered once approval to access the requested areas is granted by the Esteemed Ministry.

During recent months, the ICRC noticed that the Water and Habitat items list included in the monthly plan was approved on very few occasions only. The ICRC would seek the support from the Esteemed Ministry in coordination with the Ministry of Water Resources to facilitate the transportation of the needed water and sanitation items in order to improve the quality and the quantity of the water available in some of these areas. This specific assistance is prepared in close cooperation with the Water Boards Authorities and the SARC Water and Sanitation department.

For the composition of the teams, the ICRC will make sure to send to the Esteemed Ministry the information in due time, as it might change due to unexpected circumstances.

The ICRC assistance will be loaded from the ICRC warehouses in Kisweh, Yaafour or Maarouneh in Rural Damascus, and from the ICRC warehouses in Tartous Governorate. The ICRC wishes to inform the Esteemed Ministry that it will probably have to transfer the approved assistance between some of its warehouses in Rural Damascus and Tartous Governorates prior to the start of the field missions in order to conduct them in a timely manner.

It has to be underlined that as per usual modus operandi of the ICRC, the aid is needs based and of purely humanitarian nature meant for the civilian population.

The Delegation of the International Committee of the Red Cross avails itself of this opportunity to convey to the Ministry of Foreign Affairs and Expatriates of the Syrian Arab Republic the renewed assurance of its highest consideration.

Damascus, 20 October 2016
DAM 16/3674

Enclosures: ICRC monthly plan and its annexes
2 CDs

Copy: Ministry of Local Administration and Environment, Damascus, Syria
Syrian Arab Red Crescent, Damascus, Syria



Jerry Cans	مستوعبات بلاستيكية	4 000	المفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين	UNHCR	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Winter clothing kits	مجموعة البسة شتوية	600	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Baby Diapers	حفاضات للأطفال	500	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Adult Diapers	حفاضات للكبار	500	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Jerry Cans	مستوعبات بلاستيكية	500	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
HT Blankets	أغطية عالية السماكة	250	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Hygiene Kits	سلة صحية	1 000	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
PHC	تجهيزات مركز رعاية صحية أولية	1	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Crutches	عكازات	10	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Wheelchairs	كراسي متحركة	20	منظمة الهجرة الدولية	IOM	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Family Hygiene Kits	مجموعة صحية	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
Baby Hygiene Kits	صحية أطفال	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
Water Purification tab 33mg, Pac 50	حبوب تعقيم مياه	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Washing Powder 2.5 kg Pack	مسحوق غسل	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Soap, toilet bar, 100-110 g wrapped	صابون	25 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Collapsible Jerry Can 10L	بيدونات	10 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Sports kit	مجموعة ترفيهية	24	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2

3

School in a carton	فرداسية	40	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
School kits (500 kits x20 school bags in a kit)		150	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
High Energy Biscuits	بسكوت عالي الطاقة	1 500	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Plumpy Doz	زبدة الصنق	250	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
IEHK	مجموعة طبية	3	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
Diarrhoeal Disease Set Packing	مجموعة مكافحة اسهال	3	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Supplementary spread,sachet 92g/CAR-150	زبدة فسق تكميلية	500	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Midwifery kit	عدة قبالة	10	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
Pediatric kits	مجموعة أدوية للأطفال	100	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
Micronutrient tabs, pregnancy/PAC-1000	حبوب فيتامينات و معادن	100	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
MMN sachets		1 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Therapeutic spread,sachet 92g/CAR of 150	زبدة فسق علاجية	100	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Fel(s fum.)+folic 60+0.4mg tab/PAC-1000	حب حديد + فوليك أسيد	100	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Benzyl benzoate 25% lotion /BOT-1000ml	بزوات البنزيل، محلول لمعالجة الجرب	200	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Permethrin shampoo/solution 1%/BOT-100ml	بيرميثرين، شامبو مضاد القمل (عبوة 100 مل)	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jistr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	

4

ORS low osm. 20.5g/1L CAR/10x100	100	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Resuscitation kit, basic	1	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	See Annex 2
Winter clothes Kits	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Thermal Blankets	5 000	منظمة الأمم المتحدة للطفولة	UNICEF	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Antibiotics	70,000 treatments	منظمة الصحة العالمية	WHO	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Anti-diarrhea	70,000 treatments	منظمة الصحة العالمية	WHO	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Cardiac/vascular drugs	70,000 treatments	منظمة الصحة العالمية	WHO	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Anti-hypertensive	70,000 treatments	منظمة الصحة العالمية	WHO	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	
Medicines for respiratory tract infections	70,000 treatments	منظمة الصحة العالمية	WHO	SARC warehouse in Jisr Al-Haj	مستودعات الهلال في جسر الحاج	

Annexe 3 :

3 Compte rendu de la réunion du Comité de résolution n°2, chargée d'étudier les demandes d'envoi d'aide humanitaire dans les zones assiégées et difficiles d'accès



الجمهورية العربية السورية
رئاسة مجلس الوزراء
اللجنة العليا للإغاثة

**محضر إجتماع لجنة القرار رقم /2/ تاريخ 2016/2/22
(الإجتماع رقم /15/ تاريخ 2016/7/26)**

أولاً مناقشة البريد الوارد إلى اللجنة:

- 1- كتاب السيد نائب وزير الخارجية والمغتربين رقم 5065 تاريخ 2016/7/20 ومرافقه مذكرة المنسق المقيم لأنشطة الأمم المتحدة رقم 986 تاريخ 2016/7/19 حول خطة قوافل المساعدات الإنسانية المشتركة إلى المناطق غير المستقرة خلال شهر آب. **رأي اللجنة:** إقتراح الموافقة حسب الجدول المرفق.
- 2- كتاب السيد نائب وزير الخارجية والمغتربين رقم 5066 تاريخ 2016/7/20 ومرافقه مذكرة بعثة اللجنة الدولية للصليب الأحمر رقم 16/2552 تاريخ 2016/7/20 حول خطة قوافل المساعدات الإنسانية المشتركة إلى المناطق غير المستقرة خلال شهر آب، بالاشتراك مع منظمة الهلال الأحمر العربي السوري ومنظمات الأمم المتحدة. **رأي اللجنة:** إقتراح الموافقة حسب الجدول المرفق.
- 3- كتاب السيد نائب وزير الخارجية والمغتربين رقم 5067 تاريخ 2016/7/20 ومرافقه مذكرة بعثة اللجنة الدولية للصليب الأحمر رقم 16/2553 تاريخ 2016/7/20 حول خطة قوافل المساعدات الإنسانية المشتركة إلى المناطق غير المستقرة خلال شهر آب، سيتم تنفيذها بالاشتراك مع منظمة الهلال الأحمر العربي السوري. **رأي اللجنة:** إقتراح الموافقة حسب الجدول المرفق.

المحافظة	المنطقة	عدد المحتاجين المقترح	عدد المحتاجين حسب بيانات اللجنة العليا للإغاثة	ملاحظة
ريف دمشق	المعضمية	45.000	40.000	أمم متحدة صليب أحمر
	داريا	4000	4000	مشتركة (أمم متحدة + صليب أحمر)
	مضايا	40.000	40.000	مشتركة (أمم متحدة + صليب أحمر)
	الزبداني	1000	1000	مشتركة (أمم متحدة + صليب أحمر)
	كفرين - عين ترما - سقايا - حمورية - جسرين - بيت سوا - حزة - الأقتريس - المحمدية - الأشمري	117.000	65.000	أمم متحدة
	دوما	143.000	60.000	أمم متحدة صليب أحمر
	حرسنا الشرقية	21.000	10.000	مشتركة (أمم متحدة + صليب أحمر)
	زبدان	3500	3500	صليب أحمر

كفرسوسة - شارع 17 نيسان هاتف 963 11 2151573/4 فاكس 963 11 2151576 / 2141556 Email: info@mla-sy.org
فاكس الديون العام 963 11 2151576 / 2141556 Fax: + 963 11 2151576



الجمهورية العربية السورية
رئاسة مجلس الوزراء
اللجنة العليا للإغاثة

+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	20.000	39.000	عربين وزملكا	
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	7.500	11.000	خان الشيخ	
صليب أحمر	53.000	60.000	يلدا بببلا بيت سحم	
أمم متحدة	10.000	15.000	الهامة	
أمم متحدة	5000	39.800	مسرابا	
أمم متحدة	30.000	30.000	قدسيا	
أمم متحدة	12.000	15.000	منطقة المرح (جزرمة - النشابية - المبدعاني - أوتايا - بيت نايم - حوش الصالحية - عين بلودان	
إضافة من اللجنة	35.000			
إضافة من اللجنة	5.000		عين حور	
صليب أحمر	2500	4000	مخيم البرموك	دمشق
صليب أحمر	2700	28.000	القابون	
أمم متحدة	يعتمد العدد المعطوب	7.500	الحجر الأسود - التضامن	
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	33.500	33.500	الدار الكبيرة الغنطو تيرمعة	حمص
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	75.000	75.000	الوعر	
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	71.000	71.000	الحولة	
إضافة من اللجنة	149		تدمر	
إضافة من اللجنة	2178		القرينتين	
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	20.000	20.000	كفرنيا والفوعة	إدلب
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	15.000	18.000	حريفسة - عقرب - طلف - خربة الجامع - دير القرايين	حمه
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	16.500	17.500	تلول الحمر	
+ مشتركة (أمم متحدة صليب أحمر)	21.750	21.750	كفرزيتا	
أمم متحدة	10.000	70.000	الحمرا	
أمم متحدة	60.000	120.000	شرق مدينة حلب	حلب

كفرسوسة- شارع 17 نيسان هاتف +963 11 2151573/4 فاكس +963 11 2151576/ 2141556 Email: info@mla-sy.org
فاكس الديون العام 2141556 / 2151576 + 963 11



الجمهورية العربية السورية
رئاسة مجلس الوزراء
اللجنة العليا للإغاثة

أمم متحدة	يعتمد العدد المطلوب	16.000	تل رفعت	
أمم متحدة	يعتمد العدد المطلوب	7000	الحاجب وبنان	
صليب أحمر	57.766	130.000	الصنمين	درعا
صليب أحمر	75.806	100.000	نوى	
صليب أحمر	63.426	78.000	صيدا _ الغاربية الشرقية _ الغاربية الغربية _ النعيمة	
صليب أحمر	34.488	34.500	إزرع	
صليب أحمر	48692	65.000	جاسم	
صليب أحمر	45548	30.000	انخل	
صليب أحمر	29291	28.000	الحارة	

- تضمنت خطة آب /35/ قافلة.
 - /15/ طلب لقوافل مشتركة (أمم متحدة + صليب أحمر)
 - /11/ طلب للصليب الأحمر.
 - /9/ طلب للأمم المتحدة.
 - مع ورود طلبات (عربيين و زملاكا _ معضمية الشام _ الدار الكبيرة و القنطو _ الحولة) في طلبات الأمم المتحدة على أنها غير مشتركة وفي طلب الصليب الأحمر على أنها مشتركة.
 - ورد طلب قافلة الوعر في طلب الصليب الأحمر على أنها مشتركة ولم يتم طلبها من قبل الأمم المتحدة.
- كما تم الإتفاق على مايلي:
- 1- الموافقة على إيصال المساعدات الإنسانية إلى المناطق المشار إليها إعلاه في الجدول وحسب عدد السكان المعتمد من قبل اللجنة العليا للإغاثة، مع التأكيد على ضرورة إيصال المساعدات الإنسانية إلى المناطق التي تمت الموافقة عليها خلال شهر تموز ولم يتم تنفيذها وهي (مضايا _ الزيداني _ الفوعة وكفريا _ زبدین _ المليحة _ خان دنون _ خان الشيخ _ بيت جن _ بلدنا ببيلا بيت سحم _ حرينفسة _ تلون الحمر _ كفرزيتا _ صيدا _ الغاربية الشرقية _ الغاربية الغربية _ النعيمة _ مخيم البرموك _ القابون _ الحجر الأسود والتضامن) والمناطق التي تمت إضافتها من قبل اللجنة (قدسيا _ تدمر _ القرينين).
 - 2- ضرورة استهداف المناطق بقوافل غير مشتركة وذلك للحيلولة دون وجود أعداد كبيرة من المرافقين الأمر الذي يعكس إنطباعاً سلبياً لدى الشرائح المستهدفة وصعوبة التنسيق في توحيد مسارات الطرق بين المستودعات والمناطق المستهدفة، والأهم من ذلك عدم تمكين الجانب الأممي من السيطرة على إرادة اللجنة الدولية للصليب الأحمر وغيرها من المنظمات والدفع باتجاه تسييس الملف الإنساني. وهذا يستدعي الطلب إلى اللجنة الدولية للصليب الأحمر دخول المناطق المطلوبة من قبلها وكذلك المناطق المشار إليها (مشتركة في الجدول بشكل منفصل في حال رفض الجانب الأممي الدخول المشترك) ويبقى للجانب الأممي دخول المناطق المحددة لها والبالغ عددها /9/ منطقة إضافة إلى المناطق المشتركة البالغ عددها /15/ منطقة.
 - 3- ضرورة تحديد أسماء المرافقين لكل قافلة بشكل منفصل، وموافاة الخارجية بالأسماء وأرقام السيارات المرافقة للقافلة.

ممثل مكتب الأمن الوطني

أمانة سر اللجنة العليا للإغاثة

مدير إدارة المنظمات في وزارة الخارجية

مدير منظمة الهلال الأحمر العربي السوري

كفرسوسة- شارع 17 نيسان هاتف 963 11 2151573/4 فاكس +963 11 2151576/ 2141556 Email:info@mia-sy.org
فاكس الديون العام 963 11 2151576 / 2141556 Fax:

Rapport du
gouvernement
syrien sur la
situation des
personnes
déplacées,
l'aide
humanitaire
et les besoins
dans tous les
gouvernorats,
août 2016

الجمهورية العربية السورية
وزارة الإدارة المحلية
مديرية التعاون الدولي

تقرير

حول أوضاع المهجرين والمساعدات الإنسانية والاحتياجات
في كافة المحافظات لغاية ٢٢/٨/٢٠١٦

المحتويات:

القسم الأول: الاستجابة الطارئة من تاريخ ١٣/٨/٢٠١٦ وحتى ٢٢/٨/٢٠١٦:

- ١-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في محافظة دير الزور (مدينة دير الزور)
- ٢-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في محافظة درعا (السنمين)
- ٣-١ خطة الاستجابة الإنسانية في محافظة ريف دمشق (عربين- زمكا- دوما- حرسنا الشرقية)
- ٤-١ إجمالي ما تم تقديمه من مساعدات إغاثية للتجمعات غير المستقرة من بداية ٢٠١٦ ولغاية ٢٢/٨/٢٠١٦
- ١-٤-١ على مستوى المحافظات
- ٢-٤-١ على مستوى المنطقة

القسم الثاني: أوضاع الأسر المهجرة:

- ١-٢ العدد الإجمالي لمراكز الإيواء الحكومية وأعداد الأسر المهجرة القاطنة فيها.
- ٢-٢ العدد الإجمالي للأسر المهجرة الوافدة إلى المحافظات.
- ٣-٢ أعداد الأسر العائدة في المحافظات.

القسم الثالث: المساعدات الإنسانية المقدمة والاحتياجات المطلوبة:

- ١-٣ المساعدات التي تلقاها المواطنون المهجرون من بداية عام ٢٠١٦ ولغاية شهر ٥/٢٠١٦.
- ٢-٣ إجمالي المساعدات المقدمة من بداية ٢٠١٢ لغاية شهر ٥/٢٠١٦ والاحتياجات المطلوبة داخل وخارج مراكز الإيواء.

القسم الأول

الاستجابة الطارئة

- ١-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في محافظة دير الزور (مدينة دير الزور)
 - ٢-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في محافظة درعا (السنمين)
 - ٣-١ خطة الاستجابة الإنسانية في محافظة ريف دمشق (عربين- زمكا- دوما- حرستا الشرقية)
 - ٤-١ إجمالي ما تم تقديمه من مساعدات إغاثية للتجمعات غير المستقرة من بداية ٢٠١٦ ولغاية ٢٠١٦/٨/٢٢
- ١-٤-١ على مستوى المحافظات
- ٢-٤-١ على مستوى المنطقة

القسم الأول، الاستجابة الطارئة من تاريخ ٢٠١٦/٨/١٣ وحتى ٢٠١٦/٨/٢٢.

- ١-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في محافظة دير الزور، بتاريخ ٢٠١٦/٨/١٤ قامت منظمة الهلال الأحمر العربي السوري بالتعاون مع منظمة الصحة العالمية بإتمام عملية إسقاط جوي تضمنت ٤,٦ طن من الأدوية إلى مدينة دير الزور، وسيتم توزيعها عن طري المستوصف الطبي التابع لمنظمة الهلال الأحمر بدير الزور والمستوصفات التابعة لوزارة الصحة في دير الزور.
- ٢-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في محافظة درعا،
- ١-٢-١ الاجراءات المتخذة للاستجابة الإنسانية في السنمين، بتاريخ ٢٠١٦/٨/١٣ تم دخول قافلة مقدّمة من اللجنة الدولية للصليب الأحمر إلى منطقة السنمين في ريف درعا، حيث ضمت المواد التالية،

المادة	الكمية
سلة غذائية	٥٠٠٠
معلبات	٥٠٠٠
سلة صحية	٣٠٠٠
وحدة شسيل كلّي	٢٥٠
بيدونات بلاستيك	١٠٠٠
خزانات بلاستيك	٢٠
أدوية ومواد طبية	٣٠٠٠
شامبو القمل	١٠٠
مياه معدنية	١٠٠
مجموعة توليد كهرباء	١

٣-١ خطة الاستجابة الإنسانية في محافظة ريف دمشق،

١-٣-١ خطة آب لمنطقتي عربين- زملكا،

عدد الشاحنات المتوقع /٤٨/ شاحنة، ويتم دراسة المواد وهي كما يلي:

المادة	الكمية	الجهة المانحة
سلة غذائية	٤٠٠٠	برنامج الأغذية العالمي
طحين	٤٠٠٠	
معمول التمر	١٤٦٢	
حقيبة ايداعية	٣٧	اليونيسيف
حقيبة مدرسية	١٦٧	
بسكويت عالي الطاقة	٣٠٠	
زبدة القستق	٣٦٠	
مجموعة الطفولة الميكرو مواد طبية	٢٢	
مجموعة ولادة آمنة	٢	سندوق الأمم المتحدة للسكان
بذار زراعية	٢٠٠٠	منظمة الغذاء والزراعة للأمم المتحدة
صناديق أدوية	٢٦٠	منظمة الصحة العالمية
بطانيات	١٢٩٠٠	المفوضية السامية لشؤون اللاجئين
شادر	١٥٨٠	
عدة مطبخ	١٥٨٠	
مواد طبية	٥	اللجنة الدولية للصليب الأحمر
خزان بلاستيك	١٥٠٠	
بيدون ماء		

٢-٣-١ خطة آب لمنطقة دوما،

عدد الشاحنات المتوقع /١٤٠/ شاحنة، ويتم دراسة المواد وهي كما يلي:

المادة	الكمية	الجهة المانحة
سلة غذائية	١٢٠٠٠	برنامج الأغذية العالمي
طحين	١٢٠٠٠	
معمول التمر	٥٣٦٣	
سلة صحية	٨٦٠٠	اليونيسيف
المدرسة في كرتونة	٣٠٦	
كتب التعلم الذاتي	٢٠٨٠٠	
مجموعة أدوية أطفال	١٠٠٠	
زبدة القستق	١٣٠٠	
بسكويت عالي الطاقة	٣٠٤٠	
مجموعة طبية للطوارئ	٢	
مجموعة قباية	٦	
مجموعة مكافحة الإسهال	١	
مواد طبية		
صناديق أدوية	٧٨٠	منظمة الصحة العالمية
بطانيات	٥٧٠٠	المفوضية السامية لشؤون اللاجئين
شادر	٦٦٠٠	
حصص	٥٧٠٠	
غالبون مياه	٥٨٠٠	
عدة مطبخ	٩٠٠٠	
مواد طبية		اللجنة الدولية للصليب الأحمر
خزان بلاستيك	١٠	
بيدون ماء	٢٥٠٠	

١-٣-٣ خطة آب لمنطقة حرسنا الشرقية:

عدد الشاحنات المتوقع /٣٢/ شاحنة، ويتم دراسة المواد وهي كما يلي:

المادة	الكمية	الجهة المانحة
سلة غذائية	٢٠٠٠	برنامج الأغذية العالمي
طحين	٢٠٠٠	
معمول التمر	٧٨٧	
حقيبة إبداعية	٢٠	اليونيسيف
مجموعة الطفولة الميكرو	١٢	
بسكويت عالي الطاقة	١٤٠	
زبدة الفستق	٣٦٠	
ملابس للأطفال	٨٠٠٠	
مواد طبية		صندوق الأمم المتحدة للسكان
جهاز ايكو	١	صندوق الأمم المتحدة للسكان
بذار زراعية	١٠٠٠	منظمة الغذاء والزراعة للأمم المتحدة
سناديق أدوية	٥٢٠	منظمة الصحة العالمية
أدوية	٥	
بطانيات	١٠٢٠٠	المفوضية السامية لشؤون اللاجئين
شادر	٢٠٤٠	
عدة مطبخ	٢٠٤٠	
شالون مياه	٢٠٤٠	
مواد طبية		اللجنة الدولية للصليب الأحمر
سلة صحية	٢٠٠٠	
خزان بلاستيكي	٢	

١-٤-١ إجمالي ما تم تقديمه من مساعدات إغاثية للتجمعات غير المستقرة من بداية ٢٠١٦ ولغاية ٢٠١٦/٨/٢٢

١-٤-١-١ على مستوى المحافظات:

المحافظة	عدد المناطق	عدد المستفيدين	عدد مرات الإدخال	عدد الشاحنات	كمية المواد
درعا	١	٧٥,٨٠٦	٢	٤٤	١٥٠٠٠ /سلة غذائية و ٨٠٠٠ /سلة صحية
ريف دمشق	٤٣	٦٣٩,٣٤٦	١٣٠	١,٣٥٠	٢٩٤ ٢١٤ /سلة غذائية و ٢٣٨ ٤٩١ /طحين و ٦٩ ٢٩٨ /سلة صحية
إدلب	٢	٢٠,٠٠٠	٦	١٠١	١٦ ٠٠٠ /سلة غذائية و ١٢ ٤٠٠ /طحين
حمص	٨	٣٦٦,٧٥٠	٢٩	٦٥٨	١٥٢ ٣٥٠ /سلة غذائية و ١٩٣ ٩٢٠ /طحين و ١٤٥ ٧٦٨ /سلة صحية
الحسكة	٣	٢٧,٥٠٠	٣		٥ ٥٠٠ /سلة غذائية
دير الزور	١	١٠٠,٠٠٠	٥٣		٣٠٩٧ /سلة غذائية و ١٧ ٩٩٢ /مواد غذائية
حلب	٢٠	٣٢١,٥٠٠	٣٠	٣٠٣	٤٧ ٦٠٠ /سلة غذائية و ٤٤ ٩٦٣ /سلة صحية و ٢٠ ٠٠٠ /طحين
حماد	٢	٢,٥٠٠	٢	٤١	٦ ٩٠٠ /سلة غذائية و ٦ ٤٠٠ /سلة صحية و ٦ ٤٠٠ /طحين
إجمالي	٨٠	١,٥٥٣,٤٠٢	٢٥٥	٢,٤٩٧	٥٤٠ ٦٦١ /سلة غذائية و ٤٧١ ٢١١ /طحين و ٢٧٤ ٤٢٩ /سلة صحية

٤-٢-١ على مستوى المنطقة :

المحافظة	المنطقة	عدد المستفيدين	عدد الإدخالات	عدد الشاحنات	المواد وكميتها		
					سلة غذائية	سلة صحية	طحين
درعا	نوى	٧٥.٨٠٦	١	٤٤	١٠.٠٠٠	٥.٠٠٠	-
	الصنمين	٧٥.٨٠٦	١	٤٤	٥.٠٠٠	٣.٠٠٠	-
اجمالي درعا		١٥١.٦١٢	٢	٨٨	١٥.٠٠٠	٨.٠٠٠	-
ريف دمشق	عدرا العمالية	-	-	-	١.١٨٠	-	-
	عسال الورد	-	-	-	١.٥٠٠	-	-
	رأس المعرة	١٩.١٢٨	-	-	٢.٠٠٠	-	-
	الجبية	١٣.٥١٨	-	٣٦	٢.٠٠٠	-	-
	رأس العين	-	-	-	١.٠٠٠	-	-
	حوش صرب	-	-	-	١.٠٠٠	-	-
	سرهايا	-	١	٢٠	٣.٠٠٠	١.٠٠٠	-
	زملكا وصرين	٢٠.٠٠٠	١	٣٧	٤.٠٠٠	-	-
	داريا	٤.٠٠٠	٢	١٤	١.٤٠٠	-	-
	عقربا	١٠.٠٠٠	١	٤	٢.٠٠٠	-	-
	المقبيبية	٢.٥٠٠	١	٢	-	-	-
	الطيطية	٢.٥٠٠	١	٢	-	-	-
	الهامة	-	-	٢	-	-	-
	قدسيا	٣٠.٠٠٠	٣	٨٩	١٣.٠٠٠	٥.٠٠٠	٨.٦٠٠
	دير الصفاير	٧٥٠	-	١٥٠	-	-	-
	زبدين	٣.٥٠٠	١	١	١٣٠	-	-
	حرسنا الغربية	١٢.٥٠٠	٢	٢٤	٥.٠٠٠	٢.٥٠٠	١.٥٠٠
	حرسنا الشرقية	١٠.٠٠٠	٢	٤٥	٤.٠٠٠	٢.٩٩٢	٦.٠٠٠
	بلودان	٣٥.٠٠٠	٥	٨٧	٢١.٠٠٠	٧.٠٠٠	١٣.٤٠٠
	جسرين	٥.٠٠٠	٢	١١	٢.٠٥٠	-	٤.١٠٠
	بيت سوي	٥٨٥	٣	١٦	٢.٠٣٥	-	٣.٩٤٥
	حمورية	٨.٨٦٥	٣	٤٩	٤.٦٩٨	-	١٠.٥٢١
	كفر بطنا	٧.٥٠٠	٤	٤٢	١٤.٢٥٠	-	٢٩.٠٠٠
	قرى وادي بردى	٣٠.٠٠٠	٦	١٧	١١.٢٠٠	-	١.١٠٠
	جبعدين	١٠.٠٠٠	١	١٥٠	-	-	-
	يلدا	-	٤	-	١٥.٠٠٠	٤.٥٠٠	-
	بييلا	٥٣.٠٠٠	٣	٨٠	٨.٥٠٠	٢.٥٠٠	-
بيت سحم	-	٣	-	١٠.١٠٠	٣.٥٠٠	-	
جبرود	٤٠.٠٠٠	٣	٢٧	٩.٥٠٠	-	٨.٥٠٠	
حزة	٢.٥٠٠	٣	٢٥	٢.٢٠٠	-	٤.٦٢٥	
عين ترما	٥.٠٠٠	٣	٢٣	٣.٣٧٥	-	٦.٧٢٥	

١٠.٣٠٠	-	٥.١٥٠	٣٤	٢	١٢.٥٠٠	سقيا	حمص	
١٦.٨٤٠	١.٤٩٦	١٦.٨٠٠	١٠٠	٥	٦.٠٠٠	دوما		
-	٣.٨٦٠	١٥.٣٥١	٣٣	٧	٦.٠٠٠	الشمير		
-	-	٣.٠٠٠	٣	٢	٢٥.٠٠٠	الرحبية		
٢٦.٩٧٥	١٤.٧٥٠	٤٢.٢٦٥	٣٤	٣٣	٧.٠٠٠	التل		
٣١.٢٠٠	-	٣١.٢٠٠	٢٣٣	٦	٤.٠٠٠	مضايا		
٤٤.٦٠٠	٨.١٠٠	٢٩.٩٥٠	٢٣٢	٩	٤.٠٠٠	معضمية الشام		
٢.٠٠٠	٢.٠٠٠	٤.٠٠٠	٧	٢	٤.٥٠٠	المعضمية الشرقية		
١.٢٠٠	٣٠٠	١.٠٠٠	١١	٤	١.٠٠٠	الزيداني		
١.٠٠٠	-	-	-	١	٥٠٠	الناصرية		
٢٣٨.٤٩١	٦٩.٢٩٨	٢٩٤.٢١٤	١.٣٥٠	١٣٠	٦٣٨.٣٤٦	اجمالي ريف دمشق		
١٢.٤٠٠	-	١٦.٠٠٠	١٠١	٦	٢.٠٠٠	الطوعا وكفريا		إدلب
١٢.٤٠٠	-	١٦.٠٠٠	١٠١	٦	٢.٠٠٠	اجمالي إدلب		
٢.٤٠٠	٢.٤٥٣	٢.٤٠٠	٢٥	١	١١.٠٠٠	الخطو	حمص	
٣٠٠	٣٠٠	٣٠٠	٢٥	١	١.٥٠٠	تيرمعة		
٥٦.٨٠٠	٢٨.٣٩٨	٢٩.٥٠٠	١٢٩	٥	٧١.٠٠٠	الحوطة		
٣٨.٥٠٠	١٩.٠٢٠	٣٨.٥٠٠	١٥٩	١٠	٧٥.٠٠٠	الوعر		
١٢.٨٠٠	٨.٤٥٠	٥.٥٠٠	٤٥	٣	١١.٠٠٠	الدار الكبيرة		
٥٩.٤٠٠	٥٤.٥٠٠	٤٦.٥٠٠	١٥٤	٣	١١.٠٠٠	المرسان		
٣٠٠	٦٥٠	٦٥٠	١٢	٢	٣.٢٥٠	القرينتين		
٣١.٩٤٠	٣١.٩٩٧	٢٨.٠٠٠	١٠٩	٤	٨٤.٠٠٠	تلبسة		
١٩٣.٩٢٠	١٤٥.٧٦٨	١٥٢.٣٥٠	٦٥٨	٢٩	٣٦٦.٧٥٠	اجمالي حمص		
-	-	٣.٠٩٧	-	٥٣	١٠.٠٠٠	دير الزور		دير الزور
-	-	٣.٠٩٧	-	٥٣	١٠.٠٠٠	اجمالي دير الزور		
-	-	٢.٢٠٠	-	١	١١.٠٠٠	الشفاذي	الحسكة	
-	-	١.٦٠٠	-	١	٨.٠٠٠	العريشة		
-	-	١.٧٠٠	-	١	٨.٥٠٠	مركدا		
-	-	٥.٥٠٠	-	٣	٢٧.٥٠٠	اجمالي الحسكة		

-	-	١,٤٠٠	١١	١	١٣,٠٠٠	حاجب وبنان	حلب
-	٣,٩٠٠	٢,٤٠٠	١٢	١	٣٥,٠٠٠	السفيرة	
-	٥,٠٩٨	٢,٤٠٠	٢١	١		جبروت	
-	٥,٤٠٠	٥,٤٠٠	١٤	١		الشيخية الجديدة	
-	٢,٨٠٠	٥,٠٠٠	٢٨	٣	٢٧,٠٠٠	الشيخ منصور	
-	١,١٠٠	٣,٣٠٠	٧	١	٤٨,٠٠٠	الضال	
-	٩٠٠	٢,٧٠٠	٨	٢	١٣,٥٠٠	تل زلفت	
٤,٠٠٠	١,٢٢٠	٣,١٠٠	١٥	٣	٥٥,٠٠٠	راجو	
٨,٠٠٠	٤,٦٥٥	١٠,٨٠٠	٤٦	٥	٥٠,٠٠٠	صفارين	
٤,٠٠٠	١,٣٧٠	٦,٠٠٠	١٢	٣	١٠,٠٠٠	كفر جنة	
٤,٠٠٠	١,٢٢٠	٥,١٠٠	١٨	٣	٥,٥٠٠	ياخور	
-	١٧,٣٠٠	-	١١١	٤	٥,٠٠٠	أورم الكبرى	
-	-	-	-	١	١٣,٥٠٠	حلب القديمة	
-	-	-	-	١	١,٠٠٠	الريف الشمالي	
٢,٠٠٠	٤٤,٩٦٣	٤٧,٦٠٠	٣٠٢	٣٠	٣٢١,٥٠٠	إجمالي حلب	
٦,٤٠٠	٦,٤٠٠	٦,٤٠٠	٤١	١		قلمة المنيق	حمص
-	-	٥٠٠	-	١	٢,٥٠٠	حربثسة	
٦,٤٠٠	٦,٤٠٠	٦,٩٠٠	٤١	٢	٢,٥٠٠	إجمالي حمص	

القسم الثاني

أوضاع الأسر المهاجرة:

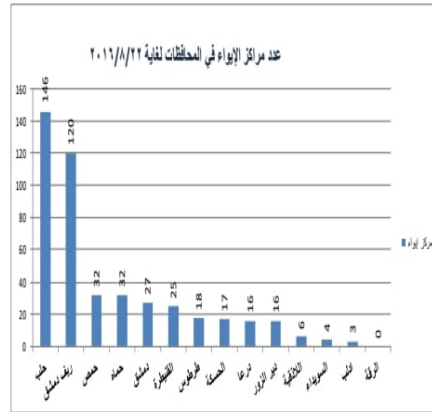
١-٢ العدد الإجمالي لمراكز الإيواء الحكومية وأعداد الأسر المهاجرة القاطنة فيها.

٢-٢ العدد الإجمالي للأسر المهاجرة الوافدة إلى المحافظات.

٣-٢ أعداد الأسر العائدة في المحافظات.

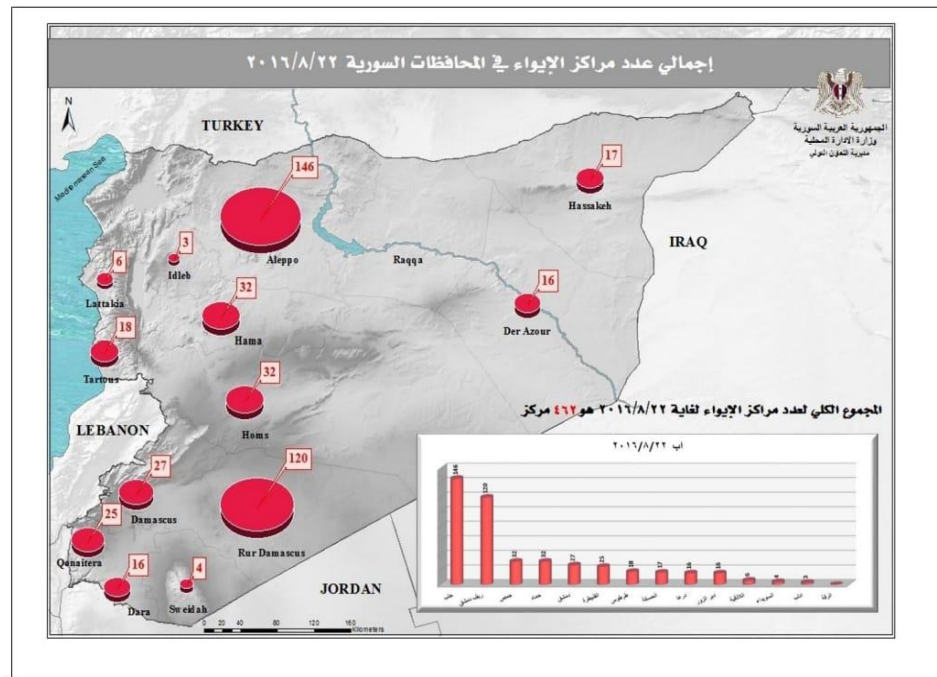
القسم الثاني: أوضاع الأسر المهجرة:

٢-١ العدد الإجمالي لمراكز الإيواء: (المقصود بمركز الإيواء المدرج ضمن الإحصائية الواردة أعلاه هو كل مركز يستقبل والذين ويدار من قبل السلطات الإدارية في المحافظة)

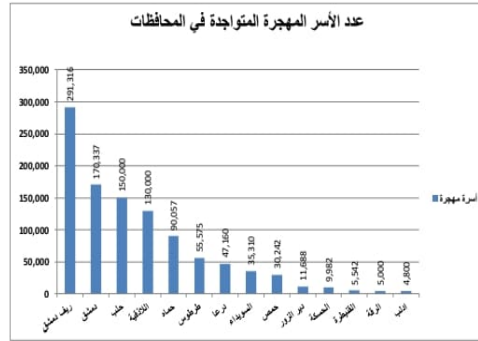


المحافظة	عدد مراكز الإيواء الحكومية	عدد الأسر المتواجدة في المراكز	عدد الأفراد المتواجدة في المراكز
دمشق	27	1,396	6,079
ريف دمشق	120	6,633	218
القنيطرة	25	400	2,000
درعا	16	234	1,035
السويداء	4	2,288	13,491
حمص	32	997	11,371
حماه	32	760	4,479
حلب	146	8,619	48,564
إدلب	3	121	567
الرقة	*	*	*
اللاذقية	6	969	4,792
طرطوس	18	1,343	5,770
دير الزور	16	2,600	20,800
الحمص	17	37	1,428
المجموع	462	26,397	120,594

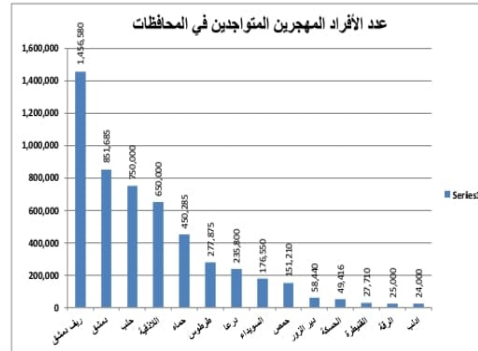
تشكل الأسر الواحدة المتواجدة في مراكز الإيواء حوالي ٢,٥% من الأسر المهجرة بشكل عام في المحافظات.



٢-٢ أعداد الأسر الوافدة إلى المحافظات،

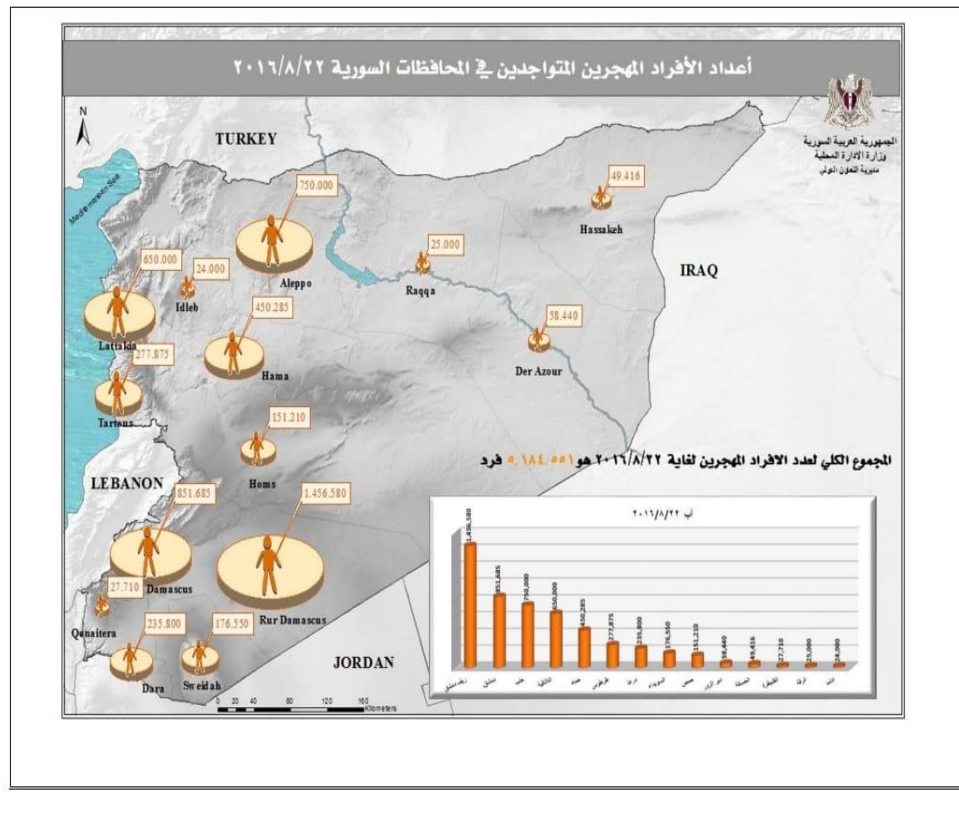


المحافظة	عدد الأسر المهجرة المتواجدة في المحافظة	عدد الأفراد المهجرين المتواجدين في المحافظة
ريف دمشق	291,316	1,456,580
دمشق	170,337	851,685
حلب	150,000	750,000
اللاذقية	130,000	650,000
حمص	90,057	450,285
درعا	47,160	235,800
حمص	30,242	151,210
طرطوس	55,575	277,875
السكة	9,982	49,416
السويداء	35,310	176,550
دير الزور	11,688	58,440
القطيف	5,542	27,710
الرقبة	5,000	25,000
الندب	4,800	24,000
العدد الإجمالي	1,037,009	5,184,551

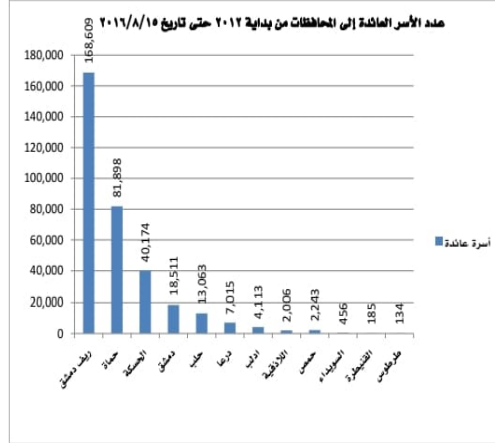


تفاهة ٢٠١٦/٨/٢٢	العدد الإجمالي للأسر المهجرة	العدد الإجمالي للأفراد المهجرين
تفاهة ٢٠١٦/٨/١٥	١,١٢٣,٥٥٤	٥,٦١٧,٢٧٦
تفاهة ٢٠١٦/٨/٢٢	١,٠٣٧,٠٠٩	٥,١٨٤,٥٥١

ملاحظة، التغيير ليس نتيجة حركة النزوح خلال أسبوع بل هو نتيجة ضبط قواعد البيانات.



٣-٢ أعداد الأسر العائدة في المحافظات:



المحافظة	الأسر العائدة من بداية ٢٠١٢ وحتى تاريخ ٢٠١٦/٨/١٥		الأسر العائدة خلال أسبوع	
	عدد الأسر	عدد الأفراد	عدد الأسر	عدد الأفراد
دمشق	18,511	92,555		
ريف دمشق	168,609	843,048		
درعا	7,015	35,657	38,840	194,200
السويداء	456	1,785		
حمص	2,243	7,500	47,705	238,525
القنيطرة	185	925		
حماة	81,922	409,610		
حلب	13,063	68,360		
النبع	4,113	20,565		
اللاذقية	2,006	10,017		
الحمص	40,174	200,870		
طرطوس	134	670		
المجموع	338,431	1,691,562	86,545	432,725

٣٣٨,١٨٤	العدد الإجمالي للأسر العائدة في بعض المحافظات من بداية ٢٠١٢ حتى تاريخ ٢٠١٦/٨/١٥
٨٦,٥٤٥	عدد الأسر العائدة (العدد هو الأسر العائدة في محافظتي حمص ودرعا بعد ضبط قواعد البيانات وليس الأسر العائدة خلال أسبوع)

القسم الثالث

المساعدات الإنسانية المقدمة والاحتياجات المطلوبة:

١-٣ المساعدات التي تلقاها المواطنون المهجرون من بداية عام ٢٠١٦ لغاية شهر ٢٠١٦/٥.

٢-٣ إجمالي المساعدات المقدمة من بداية ٢٠١٢ لغاية شهر ٢٠١٦/٥ والاحتياجات المطلوبة داخل وخارج مراكز الإيواء.

القسم الثالث: المساعدات الإنسانية المقدمة والاحتياجات المطلوبة:

١-٣ المساعدات التي تلقاها المواطنون المهجرون من بداية عام ٢٠١٦ وتغاية شهر ٢٠١٦/٥.

المساعدات المقدمة داخل وخارج مراكز الإيواء					شهر ٢٠١٦/١	شهر ٢٠١٦/٢	شهر ٢٠١٦/٣	شهر ٢٠١٦/٤	شهر ٢٠١٦/٥	الإجمالي
سلة مطبخ	فرشات	بطانيات	سلة صحية	سلة غذائية						
٢٧,٥٨٤	٩,٥٢٤	٣٤,٠٩١	١٤٢,٠١٥	٤٦٦,٨٠٠						
٣٢,٥٩٦	١٠,٥١٣	٣٠,٨٣٧	١٩١,٣٣٧	٥٣١,٢٠٦						
١٧,٧٨٦	٦,٠٧٧	٢٤٩,٢٨١	١٥٠,٣٣٩	٤٩١,٣٨٣						
٢٨,٥٤٤	٧٨,٦٨٨	٢٢٨,٤٤٦	١٦٠,٧٧٧	٥٨٧,٩٧٥						
٢٣,٧٧٤	٧٩,٥٦٦	١٥٦,٣٢٩	١٣٦,٣٣٢	٥٨٩,٨٠٧						
١٣٠,٢٨٤	٤١٤,١٦٧	١,٢٨٣,٨٤٥	٧٨٠,٨٠٠	٢,٦٦٧,١٧١						
١,٢٢٦,٦٨٥	٤,٢٣٩,٠١٢	٩,٤٢٩,٨٠٢	٤,٩٢٤,٨٣١	٢٠,٦٠١,١٣٩						

٢-٣ المساعدات التي تلقاها المواطنون المهجرون (إجمالي على مستوى كافة المحافظات) خلال أسبوع/ فترة إعداد التقرير/ ومن بداية ٢٠١٢ والاحتياجات المطلوبة:

المساعدات المقدمة في كافة المحافظات	سلة غذائية		سلة صحية		بطانيات		فرشات		سلة مطبخ		غيرها
	العدد الكلي المقدم من بداية ٢٠١٢ لغاية ٢٠١٢/١	العدد خلال اسبوع	العدد الكلي المقدم من بداية ٢٠١٢ لغاية ٢٠١٢/١	العدد خلال اسبوع	العدد الكلي المقدم من بداية ٢٠١٢ لغاية ٢٠١٢/١	العدد خلال اسبوع	العدد الكلي المقدم من بداية ٢٠١٢ لغاية ٢٠١٢/١	العدد خلال اسبوع	العدد الكلي المقدم من بداية ٢٠١٢ لغاية ٢٠١٢/١	العدد خلال اسبوع	
الإجمالي	20,601,139	93,528	4,924,831	13,230	9,429,802	10,112	4,239,012	4,411	1,226,685		

الاحتياجات المطلوبة في كافة المحافظات لشهر آب ٢٠١٢/١	سلة غذائية (شهري)	سلة صحية (شهري)	بطانيات (قرة واحدة)	فرشات (قرة واحدة)	سلة مطبخ (قرة واحدة)
الإجمالي	1,165,655	929,443	1,110,755	949,080	296,339

